

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1923.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue entre l'État Belge, la Société anonyme
« Lloyd Royal Belge » et divers créanciers de celle-ci.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 19 juillet 1916 a approuvé les statuts de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », constituée le 26 juin 1916 (voir *Moniteur belge*, Le Havre, du 15-20 juillet 1916, n° 197-202). Cette Société a pour objet « toutes affaires d'armement ainsi que toutes affaires d'expédition et de » transport de personnes et de choses sur terre et par eau, d'affrètement, » d'achat, de vente, de construction, de réparation de navires et bateaux, » et toutes opérations de commerce, d'industrie et de finance tant à l'étranger » qu'en Belgique, se rattachant à quelque titre que ce soit à la navigation » et au transport, notamment l'achat et la vente de marchandises, l'agence, » le courtage, l'arrimage, l'entreposage et l'assurance ».

Déjà, à cette période de la guerre, se manifestaient les débuts d'une crise des transports qui devait par la suite atteindre l'intensité que l'on sait. Aux prises, dans cet ordre d'idées, avec les plus graves difficultés quotidiennes, le Gouvernement accorda son concours à la constitution du Lloyd Royal Belge, d'une part, pour amener sur le continent le matériel de guerre et les approvisionnements divers commandés tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis; d'autre part, pour assurer l'envoi en Belgique des denrées alimentaires à distribuer par la Commission for Relief; enfin, en vue de disposer, pour le temps de paix, d'une flotte marchande nationale considérablement augmentée.

Est-il nécessaire d'entreprendre ici l'analyse du statut juridique du Lloyd et de tracer le tableau de l'activité et des vicissitudes de l'entreprise depuis sa création? Il ne le semble point. La Chambre a été mise au fait, il y a deux ans, lors du débat approfondi suscité par l'exécution d'une des clauses des statuts.

Cette clause obligeait l'Etat belge à prendre ferme une tranche d'obligations rapportant 4 p. c. pour un montant maximum de 75 millions de francs; les conditions économiques s'étant profondément modifiées depuis le jour où cette clause avait été rédigée, l'Etat se mit d'accord avec le Lloyd pour porter l'intérêt des obligations de 4 à 6 p. c. et transformer la prise ferme en une garantie de bonne fin.

Cette garantie et celle donnée pour la première tranche d'obligations de 25 millions, l'une et l'autre conformes à l'article 44 des statuts, ont joué pour la première fois le 1^{er} juillet 1922. Elles se sont appliquées à l'échéance suivante.

Les causes qui provoquèrent la situation difficile dans laquelle s'est trouvé le Lloyd Royal Belge sont bien connues; le débat parlementaire rappelle ci-dessus les a mises en lumière. Il est incontestable que dans tous les pays, la situation de nombreux armements s'est trouvée compromise par la chute formidable des frets et la diminution consécutive de la valeur du tonnage. Ce désastre a surtout atteint les entreprises constituées pendant la guerre, sans d'ailleurs épargner les autres. Des navires achetés au cours du marché, alors que ce cours atteignait un niveau très élevé, ont vu, quelques mois plus tard, leur valeur réduite à 1/5 ou à 1/10 du prix d'achat.

Comme le Lloyd Royal Belge, dans un moment où ses engagements n'apparaissaient pas comme trop considérables au regard de la valeur totale de l'actif, avait eu recours au crédit pour des sommes importantes, en vue d'augmenter sa flotte, une heure a sonné où, la crise des frets ne touchant pas encore à sa fin, la société s'est vue dans l'impossibilité de continuer à subvenir à l'ensemble des charges qui pesaient sur elle : charges hypothécaires; charges obligataires, créances diverses.

Que devenait dans ces conditions la situation de l'Etat ?

Garant, dans des conditions déterminées en vertu de conventions conclues, du service des intérêts et de l'amortissement d'un capital de 100 millions d'obligations (aujourd'hui réduit à 98,188,000 francs par suite des amortissements), il se trouvait placé devant ce dilemme :

ou bien se résigner à la mise en liquidation du Lloyd, toucher le dividende aléatoire à résulter d'une réalisation forcée, mais assumer, par contre, sans aucune autre compensation et jusqu'à extinction, la charge de 100 millions d'obligations ;

ou bien réaliser un accord avec les autres créanciers pour tâcher de réorganiser la société.

Les désavantages de la première solution apparaissent au premier coup d'œil : d'une part, elle n'apportait guère d'allègement à la situation de l'Etat, puisque sa garantie jouait en tout état de cause. D'autre part, qu'auraient eu à se répartir les créanciers non hypothécaires d'un armement représenté par plusieurs centaines de milliers de tonnes qui se seraient trouvées jetées d'un coup sur le marché, en plein marasme de la marine marchande ? Au point de vue financier, c'était, à n'en pas douter, une opération franchement défavorable. Elle l'était encore davantage au point de vue national. Le pays s'exposait, en effet, à voir un armement représentant plus de la moitié du

total de sa marine marchande, dispersé au feu des enchères, passant entre des mains étrangères, et qui sait lesquelles. Pour qui se rend compte de la nécessité vitale qu'il y a pour notre commerce, pour notre industrie, à posséder une marine marchande nationale, pareil événement eût pu être considéré comme un désastre.

C'est pourquoi le Gouvernement s'est rallié à un plan de réorganisation qui, sans imposer à l'Etat aucune charge nouvelle, permettra de maintenir la flotte du Lloyd au nombre des armements belges et allègera l'entreprise de façon à lui permettre de tenter de recouvrer sa pleine vitalité.

Quelles sont les bases de ce plan? La Chambre en prendra connaissance par les conventions et les statuts annexés au projet de loi. Le système envisagé est simple : c'est le remède auquel on a couramment recours lorsqu'on se trouve en face d'une société commerciale alourdie par des charges excessives et dont il importe de la débarrasser afin de permettre à l'entreprise de se développer dans l'avenir ; les créanciers s'entendent pour transformer leurs créances ordinaires en une créance d'actionnaire.

C'est cette modalité que traduisent les statuts ci-annexés. Les deux principaux créanciers : l'Etat et un groupe franco-belge de banques transforment en actions la partie de leurs créances que ne garantit aucune hypothèque. D'autre part, les principaux actionnaires du Lloyd primitif, tout en voyant leur ancien capital, ramené au troisième rang, prendre place après les actions de l'Etat et des banques, font un apport de 10 millions d'argent frais qui doit couvrir les besoins de trésorerie de l'entreprise reconstituée.

Tel est le projet sur lequel le Parlement aura à se prononcer.

Le Gouvernement, en concluant cette convention et en la soumettant à la législature, ne se propose nullement d'adopter une politique d'intervention ou d'étatisme en matière maritime. Il ne substitue pas des actions à une garantie en vue de donner au Lloyd Royal Belge le caractère d'une marine commerciale d'Etat, laquelle pourrait compter en fait ou en droit, de la part des pouvoirs publics, sur un appui dont ne bénéficieraient pas les autres armements belges.

Nous croyons avoir brièvement mais nettement indiqué les mobiles d'intérêt national qui ont décidé le Gouvernement. Ces mobiles se traduisent dans le maintien du contrôle étendu des commissaires du Gouvernement ; dans l'engagement pris par les contractants de garder toujours en des mains belges un nombre suffisant de titres pour assurer à l'affaire — quoi qu'il arrive — une majorité belge. Le même esprit se révèle dans la réorganisation du conseil d'administration : Celui-ci est considérablement élargi, de façon à pouvoir y faire entrer des personnalités de l'armement et de la finance et à apporter ainsi à l'entreprise un concours précieux.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes,*

X. NEUJEAN.

ANNEXE I.**CONVENTION**

Entre les soussignés :

1° M. GEORGES THEUNIS, Premier Ministre, Ministre des Finances ;
et M. XAVIER NEUJEAN, Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et
Télégraphes ;

agissant au nom de l'Etat Belge ;

2° La Société Générale de Belgique, à Bruxelles ;

La Banque d'Anvers, à Anvers ;

La Banque Italo-Belge, à Anvers ;

Le Crédit Mobilier de Belgique, à Anvers ;

La Banque Nationale de Crédit, à Paris ;

La Banque de l'Union Parisienne, à Paris ;

La Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de
l'Industrie en France, à Paris ;

La Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, à Paris ;

La Banque Transatlantique, à Paris ;

3° La Société anonyme Compagnie Générale Anversoise, à Anvers ;

M. A. F. BRYs, armateur à Anvers ;

M. H. M. GYLSen, armateur à Anvers ;

et M. H. CARLIER, banquier à Anvers ;

agissant en qualité d'actionnaires de la Société anonyme « Lloyd Royal
Belge » ;

4° La Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers, représentée par
MM. le baron E. CARTON de WIART, A. GRISAR, et L. KINTSSCHOTS, adminis-
trateurs ;

Il est convenu ce qui suit :

A. Les intervenants repris au 1° ci-dessus soumettront à la Législature un
projet de loi approuvant les modifications à apporter aux statuts de la
Société anonyme « Lloyd Royal Belge », conformément aux stipulations et
engagements insérés dans la présente Convention.

B. Les intervenants repris au 4° s'engagent à soumettre à l'assemblée
générale des actionnaires et à celle des obligataires une résolution approuvant
les modifications à apporter aux statuts en vertu des dispositions de la pré-
sente Convention.

C. Les intervenants repris au 3°, qui déclarent posséder, savoir :

	Nombre d'actions.
La société anonyme Compagnie Générale Anversoise .	22,566
M. A.-F. Brys	12,022
M. H.-M. Gylsen	12,022
M. H. Carlier	1,000

actions nominatives de la société anonyme « Lloyd Royal Belge », s'engagent chacun en ce qui le concerne et pour le nombre d'actions dont il est titulaire, ainsi que pour le nombre d'obligations dont il est propriétaire, à voter aux assemblées générales dont il est question au littéra B, les modifications aux statuts telles qu'elles sont arrêtées de commun accord entre tous les intervenants à la présente Convention; un exemplaire des statuts ainsi modifiés est annexé aux présentes.

ARTICLE PREMIER.

Les 50,000 actions de capital entièrement libérées, de 1,000 francs chacune, s'élevant ensemble à 50,000,000 de francs, qui représentaient le capital social primitif de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers, constituée le 26 juin 1916, à La Panne, seront annulées et remplacées par un même nombre d'actions ordinaires sans désignation de valeur qui seront attribuées, titre pour titre, aux détenteurs des premières actions de capital.

ART. 2.

Le capital social nouveau de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers, sera fixé à 153 millions de francs, représenté par :

1° 80,000 actions privilégiées de 500 francs chacune,	
série A	fr. 40,000,000
2° 70,000 actions privilégiées de 500 francs chacune,	
série B	» 35,000,000
3° 116,000 actions de capital de 500 francs chacune,	
série A	» 58,000,000
4° 40,000 actions de capital de 500 francs chacune,	
série B	» 20,000,000
Soit ensemble.	fr. 153,000,000

Il sera créé en outre 55,500 actions ordinaires sans désignation de valeur; 50,000 de ces actions seront attribuées aux détenteurs des anciennes actions de capital ainsi qu'il est stipulé à l'article 1^{er}; les 5,500 autres seront remises à l'État belge conformément à l'article 5 ci-après.

ART. 3.

La charge des intérêts et de l'amortissement des obligations série A, à 4 p. c., et série B, à 6 p. c., que la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » a émises en vertu de l'arrêté-loi du 19 juillet 1916 et conformément aux arrêtés royaux du 30 décembre 1917 et du 26 avril 1921, et restant en circulation au 1^{er} janvier 1923, sera assumée par l'État belge à partir de et y compris l'échéance du 1^{er} juillet 1923, sans que la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » ait encore à intervenir dans cette charge, même pour le paiement de l'impôt cédulaire.

Les obligations dont l'État belge assume ainsi la charge sont au nombre et au capital de :

<i>A.</i> — Émission 4 p. c., série A, — arrêté royal du 30 décembre 1917 :	
23,914 obligations de 1,000 francs fr.	23,914,000
<i>B.</i> — Émission 6 p. c., série B, — arrêté royal du 26 avril 1921 :	
74,274 obligations de 1,000 francs fr.	74,274,000
98,188 obligations de 1,000 francs fr.	98,188,000

Les porteurs des obligations série A, à 4 p. c. continueront à être soumis à l'impôt cédulaire sur les revenus de 10 p. c. établi par les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 et porté à 12 p. c. par la loi du 28 mars 1923 ; les obligations série B, à 6 p. c., sont nettes d'impôt.

ART. 4.

En contrepartie de la reprise du service des intérêts et de l'amortissement des obligations de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » mentionnées à l'article 3, il sera attribué à l'État belge les 80,000 actions privilégiées de 500 francs chacune, série A, et les 116,000 actions de capital de 500 francs chacune, série A, dont il s'agit à l'article 2.

ART. 5.

La Société anonyme « Lloyd Royal Belge » n'ayant pu assurer le service de ses obligations aux échéances du 1^{er} juillet 1922 et du 1^{er} janvier 1923, l'État Belge a payé, conformément aux stipulations de l'article 44 ancien des statuts :

1° Les coupons d'intérêt aux dites échéances fr.	5,439,440
2° Le capital des obligations amorties remboursables respectivement le 1 ^{er} juillet 1922 (4 p. c.) et le 1 ^{er} janvier 1923 (6 p. c.). fr.	574,000

La somme ainsi avancée par l'État belge se monte à . . . fr. 6,013,440

La Société anonyme « Lloyd Royal Belge » s'engage à remettre à l'État belge, en contrepartie de cette avance :

1° 5,500 actions ordinaires à prendre parmi les 55,500 actions de l'espèce qui seront créées comme il est stipulé à l'article 2 ;

2° En numéraire, une somme de 574,000 francs, représentant le capital des obligations amorties, remboursables respectivement le 1^{er} juillet 1922 (4 p. c. — 200,000 francs) et le 1^{er} janvier 1923 (6 p. c. — 374,000 francs).

ART. 6.

La Compagnie Générale Anversoise, à Anvers, M. Arthur-François Brys, armateur, à Anvers, et M. Henri-Martin Gylsen, armateur, à Anvers, s'engagent

conjointement et solidairement à souscrire au pair et à libérer entièrement au moment de la souscription 20,000 actions privilégiées de 500 francs chacune, série B, comprises parmi les 70,000 dont il s'agit à l'article 2.

ART. 7.

La Société Générale de Belgique, à Bruxelles, la Banque d'Anvers, à Anvers, la Banque Italo-Belge, à Anvers, le Crédit Mobilier de Belgique, à Anvers, la Banque Nationale de Crédit, à Paris, la Banque de l'Union Parisienne, à Paris, la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, à Paris, la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, à Paris, la Banque Transatlantique, à Paris, s'engagent conjointement à souscrire au pair et à libérer entièrement au moment de la souscription, 50,000 actions privilégiées de 500 francs chacune, série B, et les 40,000 actions de capital de 500 francs chacune, série B, dont il s'agit à l'article 2.

La répartition des dites souscriptions aura lieu entre les banques précitées suivant leurs conventions particulières.

ART. 8.

La répartition des bénéfices de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » aura lieu, dorénavant, conformément aux stipulations ci-après qui feront l'objet de l'article 64 nouveau des statuts modifiés :

« Les bénéfices nets restant après déduction de toutes les charges sociales, » y compris celles relatives aux obligations, ainsi que des amortissements » jugés nécessaires par le Conseil d'Administration, seront répartis comme » il suit :

1^o 5 p. c. à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci ait atteint 10 p. c. du capital social ;

2^o La somme nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées séries A et B, et sans distinction entre elles, un premier dividende fixé au maximum à 6 p. c. du capital versé sur ces actions ;

3^o Sur l'excédent éventuel, il sera attribué aux actions de capital séries A et B, et sans distinction entre elles, un premier dividende fixé au maximum à 5 p. c. du capital versé sur ces actions ;

4^o 10 p. c. du surplus sont attribués aux administrateurs et aux commissaires, pour être répartis entre eux suivant décision du Conseil général ;

5^o Le solde final, après les prélèvements ci-dessus, sera réparti comme il suit :

a) 25 p. c. pour amortir au pair, par voie de tirages au sort, des actions privilégiées série A, et après amortissement intégral de celles-ci, les actions de capital série A.

Les actions amorties en exécution du présent paragraphe seront définitivement annulées et le capital social sera réduit d'un montant correspondant ;

b) 25 p. c. aux actions ordinaires sans désignation de valeur ;

c) à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'assemblée générale 50 p. c. à répartir entre toutes les actions existantes à ce moment, étant entendu que chacune des actions ordinaires sans désignation de valeur,

aura droit au double du superdividende attribué à chacune des autres actions.

Après amortissement complet des actions privilégiées série A et des actions de capital série A, la répartition du solde final déterminée ci-dessus sera modifiée comme suit :

a) 25 p. c. aux actions ordinaires sans désignation de valeur ;

b) 75 p. c. à répartir entre toutes les actions existantes, étant entendu que chacune des actions ordinaires sans désignation de valeur aura droit au double du superdividende attribué à chacune des autres actions.

L'époque du paiement des dividendes est fixée par le Conseil d'administration. »

ART. 9.

Le chapitre Dix des statuts de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers, traitant de la dissolution et de la liquidation de la Société, sera complété par un article 67^{bis} ainsi conçu :

« En cas de dissolution de la Société pour quelque cause que ce soit, le solde de l'avoir social, après paiement de toutes les dettes de la Société, servira successivement à :

« 1^o rembourser au pair les actions privilégiées sans distinction entre celles des séries A et B ;

« 2^o rembourser au pair les actions de capital sans distinction entre celles des séries A et B.

« Le solde sera partagé à raison de 50 p. c. aux actions ordinaires, 50 p. c. à répartir également entre les actions privilégiées et les actions de capital encore existantes, sans distinction de séries. »

ART. 10.

La présente Convention est exempte du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Il est entendu que toutes les actions émises, y compris celles attribuées à l'État, restent sous l'empire du droit commun en ce qui concerne le timbre à faire apposer par la Société qui les émet.

* * *

La présente Convention est conclue sous la réserve de la ratification des actionnaires de la société anonyme « Lloyd Royal Belge » et de l'approbation de cette Convention par le pouvoir législatif.

Dans le cas où la ratification des actionnaires ne serait pas obtenue au plus tard le 31 août 1923, ainsi que dans le cas où le projet de loi approuvant la Convention ne serait pas voté à cette date, la présente sera nulle et non avenue et aucune des parties ne pourra s'en prévaloir vis-à-vis de l'autre.

Fait en deux exemplaires, à Bruxelles, le 11 juin 1923.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE II**Lloyd Royal Belge**

SOCIÉTÉ ANONYME

PROJET DE STATUTS MODIFIÉS**CHAPITRE PREMIER****Dénomination, siège, objet et durée de la Société**

ARTICLE PREMIER. — Il est par les présentes constitué une Société commerciale sous la forme anonyme et sous la dénomination de « *Lloyd Royal Belge* ».

La Société est soumise aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du vingt-deux juillet mil neuf cent treize, sauf les dérogations résultant des présents statuts.

ART. 2. — Le siège de la Société est fixé à Anvers.

Il pourra être créé des agences, succursales, filiales ou autres bureaux quelconques tant à l'étranger qu'en Belgique.

ART. 3. — La Société a pour objet toutes affaires d'armement ainsi que toutes affaires d'expédition et de transport de personnes et de choses sur terre et par eau, d'affrètement, d'achat, de vente, de construction, de réparation de navires et toutes opérations de commerce, d'industrie et de finance tant à l'étranger qu'en Belgique, se rattachant, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, à la navigation et au transport.

La Société fera toutes opérations, mettra en œuvre tous procédés, conclura toutes conventions de nature à favoriser, directement ou indirectement, les diverses branches de son activité. Elle pourra dans ce but acquérir et construire tous immeubles nécessaires à son exploitation, docks et appontements.

Elle pourra reprendre des entreprises ayant un objet similaire au sien ou s'y rattachant à un titre quelconque ou s'y intéresser par voie de souscription de capital, d'avances, d'apports, de syndicats ou de toute autre façon.

ART. 4. — Il est de l'objet de la Société que celle-ci soit et demeure essentiellement belge et dans ce but :

- a) Sans préjudice à ce qui est stipulé à l'article 2, le siège, la gestion centrale effective et le port d'armement resteront en Belgique ;
- b) Le président du Conseil d'Administration et la majorité des administrateurs, les directeurs et les sous-directeurs de la Société devront être Belges autrement que par naturalisation et résider en Belgique. Il pourra être fait exception à cette règle dans des cas particuliers, pour les directeurs

et sous-directeurs, mais moyennant accord des commissaires du Gouvernement.

Les administrateurs, directeurs et sous directeurs nommés ou restant en fonctions en contravention de ces dispositions seront de plein droit réputés démissionnaires. Il sera aussitôt pourvu à leur remplacement.

c) Aucune convention ne pourra être valablement conclue, qui par voie de fusion, de vente, d'apport, de dissolution anticipative, d'émission d'actions nouvelles ou de quelque autre manière, aurait pour résultat de laisser absorber la Société par des syndicats ou des firmes étrangères ou de voir passer en fait une partie appréciable de sa gestion ou de son exploitation en mains étrangères ou qui serait de nature à entraîner la perte ou la diminution de l'indépendance de la Société à l'égard d'entreprises étrangères.

ART. 5. — La durée de la Société est fixée à cinquante ans à dater de ce jour.

La Société pourra être dissoute ou prorogée avant terme dans les formes exigées pour les modifications aux statuts et moyennant approbation par arrêté royal.

CHAPITRE II.

Capital Social.

ART. 6. — § a) Les 50,000 actions de capital entièrement libérées, de 1,000 francs chacune, s'élevant ensemble à 50 millions de francs, qui constituaient le capital social primitif, sont remplacées par des actions ordinaires sans désignation de valeur, comme il est stipulé au paragraphe e, littera a, du présent article.

§ b) Le capital social nouveau est fixé à 153 millions de francs, représenté par :

1°	80,000 actions privilégiées de 500 frs. chacune, série A	. fr.	40.000.000
2°	70,000 actions privilégiées de 500 frs. chacune, série B	. .	35.000.000
3°	116,000 actions de capital de 500 frs. chacune, série A	. .	58.000.000
4°	40,000 actions de capital de 500 frs. chacune, série B	. .	20.000.000

Soit ensemble . . fr. 153.000.000

§ c) Les 80,000 actions privilégiées, série A, et les 116,000 actions de capital, série A, sont attribuées à l'Etat Belge, en contrepartie de la reprise, par lui, du service des intérêts et de l'amortissement des obligations à 4 p. c., série A, et à 6 p. c., série B, émises par la Société conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté-loi du 19 juillet 1916 et des arrêtés royaux du 30 décembre 1917 et du 26 avril 1921 et qui n'ont pas été désignées pour être amorties par les tirages effectués antérieurement au 1^{er} janvier 1923, et tel que ce service résulte des tableaux d'amortissement imprimés sur ces obligations.

§ d) Les 70,000 actions privilégiées de 500 francs chacune, série B, et les 40,000 actions de capital, de 500 francs chacune, série B, ont été intégralement souscrites par les personnes ci-après désignées :

.

Toutes ces actions ont été entièrement libérées en présence du notaire et des témoins soussignés par le versement entre les mains de.

qui le reconnaissent et pour compte de la Société, de la somme de cinquante-cinq millions de francs (55,000,000 de francs).

§ e) Il est créé en outre 55,500 actions ordinaires, sans désignation de valeur, qui sont attribuées ainsi qu'il est dit ci-après :

1° 50,000 actions à délivrer, titre pour titre, aux détenteurs des anciennes actions de capital mentionnées au § a du présent article ;

2° 5,500 actions à délivrer à l'Etat Belge, en contrepartie des avances qu'il a faites du chef des services des obligations de la Société pour les échéances du 1^{er} juillet 1922 et du 1^{er} janvier 1923.

§ f) Les droits afférents à chacune des catégories d'actions de la Société sont déterminés aux articles 50 à 61, 64 à 67^{bis} des présents statuts.

ART. 7. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et moyennant approbation par arrêté royal en ce qui concerne la réduction.

Les actionnaires, au moment de l'augmentation, auront en proportion du nombre d'actions qu'ils possèdent à ce moment, un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles, émises contre espèces.

Le mode et le délai d'exercice du droit de préférence des actionnaires seront déterminés par le conseil d'administration.

Le droit de préférence, dont un actionnaire n'aura pas fait usage, ne fera pas retour aux autres actionnaires.

Le taux et le mode d'émission des actions nouvelles seront déterminés par le conseil d'administration d'accord avec les commissaires du Gouvernement.

CHAPITRE III.

Actions. — Actionnaires.

ART. 8. — Les actions de la Société seront nominatives ; toutefois, les propriétaires d'actions entièrement libérées pourront demander que leurs actions soient converties en actions au porteur à leurs frais.

ART. 9. — Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives. Le transfert de la propriété de celles-ci s'opère exclusivement par la déclaration inscrite au dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs.

Aucun transfert ne pourra être autorisé dans le délai prévu à l'article 54.

Les certificats d'inscription, frappés du timbre de la Société et signés par deux administrateurs, seront délivrés aux actionnaires à leur demande.

Tout transfert est effectué aux frais de l'actionnaire.

ART. 10. — L'action au porteur est extraite d'un registre à souche, numérotée, frappée du timbre de la Société et signée par deux administrateurs.

ART. 11. — Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux délibérations de l'assemblée générale.

ART. 12. — L'action est indivisible; la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

S'il y a plusieurs intéressés pour une action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée à son égard comme propriétaire de l'action.

ART. 13. — Les héritiers ou créanciers d'actionnaires ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, faire saisir les biens ou valeurs de la Société ou y faire apposer les scellés; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux prescriptions des statuts et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE IV.

Administration. — Surveillance.

ART. 14. — La Société est administrée par un conseil de sept à dix-huit membres.

Les opérations de la Société sont surveillées par au moins trois commissaires.

Le nombre des commissaires pourra être porté jusqu'à sept.

Le nombre des administrateurs et commissaires sera fixé dans les limites ci-avant par l'assemblée générale.

Les administrateurs et commissaires sont nommés et révoqués par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles.

ART. 15. — Les administrateurs et commissaires, nommés conformément à l'article 71 des présents statuts, resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale de dix-neuf cent vingt-neuf.

Cette assemblée procédera à leur réélection ou à leur remplacement.

Chaque année, à partir de cette époque, un ou deux administrateurs ou commissaires sortiront du conseil d'administration et du collège des commissaires, de manière que le mandat d'aucun membre ne dure plus de six ans.

Le premier ordre de sortie sera déterminé par le sort.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs, les administrateurs et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Si le nombre des commissaires est réduit de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

L'administrateur ou le commissaire, nommé en remplacement d'un administrateur ou d'un commissaire qui cesse des fonctions, achève le mandat de celui qu'il remplace.

ART. 16. — Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société.

Les administrateurs et les commissaires ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Chaque administrateur doit affecter par privilège à la garantie de son mandat des actions privilégiées ou de capital de la Société à concurrence d'un capital nominal de 25,000 francs.

Chaque commissaire doit affecter par privilège à la garantie de son mandat des actions privilégiées ou de capital de la Société à concurrence d'un capital nominal de 10,000 francs.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actions pour les actions nominatives. Les actions au porteur sont déposées dans la caisse de la Société ou d'un tiers désigné par l'assemblée générale.

A défaut d'avoir fourni le cautionnement prescrit ci-dessus dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui être faite si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées au cautionnement sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat et jusqu'à ce que l'assemblée générale ait approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées et donné décharge.

ART. 17. — Le conseil d'administration élit dans son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents.

En l'absence du président et du ou des vice-présidents, le conseil désigne un administrateur pour présider la réunion.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent et au moins une fois par mois. Il doit être convoqué chaque fois que l'un des commissaires du Gouvernement ou deux administrateurs le demandent.

Les convocations sont faites par le président, un vice-président ou leur remplaçant.

Les convocations, sauf le cas d'urgence à motiver dans le procès-verbal, sont faites au moins huit jours à l'avance. Autant que possible, elles indiquent l'ordre du jour.

ART. 18. — Le conseil d'administration ne pourra délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Les résolutions seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 19. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la Société.

Les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont pris part aux délibérations.

Si l'un d'eux refuse ou est empêché de signer, le refus ou l'impossibilité est constaté à la suite du procès-verbal qui est alors valablement signé par les autres membres.

Quand les administrateurs sont tenus de s'abstenir comme ayant un intérêt opposé à celui de la Société, le fait est mentionné au procès-verbal.

Il est spécialement rendu compte à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Les expéditions ou extraits des procès-verbaux sont signés par le président du conseil d'administration ou son remplaçant.

ART. 20. — Le conseil d'administration représente la Société. Il a les pouvoirs les plus étendus, pour l'administration et la gestion de la Société, dans les limites de la loi, des statuts et des pouvoirs réservés à l'assemblée générale. Il peut notamment : acquérir et vendre tous biens, meubles et immeubles, nécessaires à l'exploitation de la Société, tous navires et bateaux, affréter, équiper, donner et prendre en location tous navires et bateaux ; faire ouvrir tous crédits et comptes courants, emprunter toutes sommes par voie d'emprunt ou d'ouverture de crédit, ou d'émission d'obligations dans les limites de l'article 36 ci-après, fournir et donner toutes garanties, hypothéquer et grever à cette fin les biens de la Société, signer tous effets, reconnaissances et actes pour les sommes avancées ; créer tous certificats de dépôts et warrants, souscrire tous effets, billets et lettres de change, signer tous avals, tous endossements et toutes acceptations, signer à ces fins tous contrats, agir en justice tant en demandant qu'en défendant, constituer tous arbitres ou experts, transiger, compromettre, renoncer à tous droits de privilèges, d'hypothèque et de résolutions, donner main-levée de toute inscription hypothécaire avant comme après paiement, donner toutes quittances et décharges de sommes reçues, retirer tous dépôts et sommes consignées ; l'énumération qui précède n'étant pas limitative.

Les instances en justice, tant en demandant qu'en défendant, seront faites poursuites et diligences du président ou de son remplaçant.

ART. 21. — Le Conseil d'administration peut désigner pour un mandat, déterminé ou non, général ou spécial, un ou plusieurs mandataires à prendre dans son sein ou en dehors.

Il peut nommer en dehors du Conseil un ou plusieurs directeurs et sous-directeurs.

Il fixe les attributions et les rétributions de ces différents mandataires ainsi que celles des agents et employés de la Société. Ces rétributions pourront être fixées notamment au moyen d'un traitement ou de tantièmes dans les bénéfices à passer par frais généraux avant la clôture du bilan.

ART. 22. — Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un conseil de direction dont la composition sera déterminée par le conseil général.

ART. 23. — A moins de délégation spéciale à l'un des membres du Conseil, ou à la direction ou à un tiers, et sans préjudice aux pouvoirs qui seraient donnés pour le service journalier par le Conseil d'administration ou par le Comité de direction, la Société n'est valablement engagée que par la signature collective de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un directeur, ou des personnes que le Conseil d'administration aura désignées à cet effet, sans qu'il y ait lieu de justifier des pouvoirs vis-à-vis des tiers.

ART. 24. — Le ou les administrateurs ayant une délégation spéciale et les directeurs ne pourront s'intéresser, sauf accord spécial du conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement, pendant toute la durée de leurs fonctions, ni dans les affaires commerciales similaires à celles de la Société, ni dans des sociétés ayant le même objet que cette dernière ou des objets connexes.

ART. 25. — Les droits et devoirs du ou des commissaires sont déterminés par l'article 65 de la loi belge sur les sociétés commerciales.

ART. 26. — Les administrateurs et commissaires réunis forment le conseil général. Celui-ci se réunit aussi souvent que l'un des commissaires du Gouvernement ou le conseil d'administration le juge opportun.

Il peut délibérer sur tous les objets qui lui sont soumis par l'un desdits commissaires ou par le conseil d'administration.

CHAPITRE V.

Dispositions d'intérêt national. — Contrôle du Gouvernement.

ART. 27. — La Société, étant d'intérêt national, assurera en toutes circonstances aux produits provenant de la Belgique ou destinés à la Belgique, un régime aussi favorable que celui qu'elle accorde, dans des conditions générales ou spéciales, aux produits étrangers ou destinés à l'étranger.

Les passagers étrangers n'auront aucune priorité ni avantage d'aucune sorte sur les passagers belges.

La Société ne réclamera aux Belges, en aucun cas, des frets et frais exagérés.

Elle assurera à tous égards et en toutes circonstances aux ports belges un traitement au moins équivalent à celui qu'elle appliquera à des ports étrangers concurrents, à l'entrée comme à la sortie, notamment en ce qui concerne le taux des frets et des prix de passage, ainsi que les autres conditions des contrats de transport, des chartes-parties et des connaissements, le nombre et la régularité des départs et des arrivées, les frais, les conditions et la rapidité de l'embarquement ou du débarquement, la place disponible dans le navire ou bateau, la vitesse de la traversée et les aménagements.

La Société favorisera autant que possible l'enrôlement de marins belges.

La construction et les réparations du matériel flottant, ainsi que les achats de tout ce qui concerne l'approvisionnement de ce matériel, se feront en Bel-

gique et dans des maisons belges, à conditions égales et dans la mesure du possible.

La Société s'efforcera d'avoir ses propres agences à l'étranger et de les confier autant que possible à des Belges.

ART. 28. — Un arrêté royal désignera deux commissaires du Gouvernement chargés de surveiller toutes les opérations de la Société, de ses filiales et succursales. Ils tiendront la main à ce que les prescriptions de la loi, des présents statuts, ainsi que les stipulations des conventions à intervenir soient observées en tous points; ils veilleront à ce que la gestion s'inspire des intérêts nationaux; ils empêcheront que des mesures ne soient prises au préjudice des droits et des intérêts de l'État.

Les commissaires du Gouvernement auront conjointement ou séparément le droit de dénoncer à l'État toute décision prise par le conseil d'administration, et qui serait contraire aux dispositions d'intérêt national des articles 27, 32, 34 et 35, qu'ils sont appelés à sauvegarder aux termes de l'alinéa qui précède. Ils auront conjointement, mais uniquement dans ce cas, le droit de suspendre pareille décision. La décision restera ainsi suspendue pendant un délai de deux semaines pour permettre à l'État, s'il la désapprouve à son tour, de la déférer à l'arbitrage prévu à l'article 47 ci-après.

ART. 29. — Les commissaires du Gouvernement auront le droit en tout temps de prendre connaissance sans déplacement des documents, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société, ainsi que ses filiales, et d'en faire établir copie aux frais de l'État.

Ils pourront prendre connaissance de toutes les opérations de la Société et se faire donner tous renseignements nécessaires; ils auront constamment accès aux bureaux, coffres-forts et dépôts de la Société, ainsi qu'à toutes les propriétés mobilières et immobilières de la Société; ils pourront rester à bord pendant le voyage de tout navire ou bateau de la Société et déléguer à cette fin un mandataire; ils pourront prendre part à toutes réunions des assemblées générales des actionnaires et des obligataires, ainsi qu'à celles du conseil d'administration et du conseil général, et y auront voix consultative. Ils seront convoqués avec communication de l'ordre du jour à toutes réunions en même temps que les membres de celles-ci, mais sans que leur absence puisse entraver en quoi que ce soit la marche normale des affaires de la Société.

ART. 30. — Supprimé.

ART. 31. — Le traitement des commissaires du Gouvernement est à charge de la Société.

ART. 32. — La Société sera tenue :

1° D'employer les deux tiers au moins du tonnage total de sa flotte à desservir des lignes de navigation régulières, sauf dans des cas exceptionnels et moyennant l'accord des commissaires du Gouvernement.

La création et la suppression éventuelle de lignes régulières seront décidées de commun accord avec les commissaires du Gouvernement ;

2° D'assurer la stabilité desdites lignes ainsi que la régularité des arrivées et des départs dans les ports belges et étrangers, suivant itinéraire à déterminer de commun accord avec les commissaires du Gouvernement ;

3° D'accorder 50 pour cent de réduction aux agents de l'Etat et aux personnes envoyées en mission par l'Etat, le nombre de ces passagers ne pouvant pas être supérieur à deux par navire et par traversée ;

4° D'accorder 50 pour cent de réduction au transport des échantillons du commerce et de l'industrie de la Belgique à concurrence d'un millième au maximum des tonnes de la capacité en lourd par navire et par voyage ;

5° De maintenir l'ensemble de sa flotte en parfait état de renouvellement et d'entretien et de se garantir contre tous risques au moyen d'assurances ou d'un fonds de réserve spéciale.

ART. 33. — Il est interdit à la Société, sauf autorisation des commissaires du Gouvernement, de recevoir des subsides d'Etats étrangers ou de leur donner des navires en affrètement à temps.

ART. 34. — La Société s'interdira de dénationaliser ses navires et bateaux ou de les faire naviguer sous pavillon étranger, sauf pour des nécessités temporaires ou spéciales de son exploitation et moyennant autorisation des commissaires du Gouvernement.

ART. 35. — A condition de respecter le principe de l'article 4, littera C, et moyennant autorisation des commissaires du Gouvernement, la Société peut investir son capital dans d'autres sociétés, faire des contrats de participation avec d'autres sociétés ou firmes ou les absorber et prendre part à des syndicats.

CHAPITRE VI

Obligations. — Emprunts.

ART. 36. — La Société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres. Le conseil d'administration aura en tout temps et dès à présent le droit d'émettre des obligations hypothécaires ou autres pour un montant nominal égal à la moitié du capital de la Société. Il déterminera le taux d'émission, le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions d'obligations.

ART. 37. — La Société peut hypothéquer en tout temps ses navires et bateaux.

ART. 38 et 39. — Supprimés.

ART. 40. — La charge des intérêts et de l'amortissement des obligations série A, à 4 p. c., et série B, à 6 p. c., que la Société avait émises en vertu de l'arrêté-loi du 19 juillet 1916, conformément aux arrêtés royaux du 30 décembre 1917 et du 26 avril 1921, et restant en circulation au 1^{er} janvier 1923, est assumée entièrement par l'Etat Belge, à partir de l'échéance du 1^{er} juillet 1923, sans que la Société anonyme Lloyd Royal Belge ait

jamais à intervenir dans cette charge, même pour le paiement de l'impôt cédulaire.

Les obligations dont l'État Belge prend ainsi définitivement la charge sont au nombre et au capital de :

A. — Émission faite conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1917 :
23,914 obligations série A, à 4 p. c., de fr. 1,000 . . . fr. 23,914,000

B. — Émission faite conformément à l'arrêté royal du 26 avril 1921 :
74,274 obligations série B, à 6 p. c., de fr. 1,000 . . . fr. 74,274,000

Les porteurs d'obligations série A, à 4 p. c., continueront à être soumis aux impôts cédulaires sur les revenus de 10 p. c. portés à 12 p. c. ; les porteurs d'obligations série B, à 6 p. c., encaisseront leurs intérêts nets de tout impôt.

ART. 41 à 43. — Supprimés.

ART. 46. — Seront applicables les dispositions des articles 82 et suivants de la loi sur les sociétés concernant l'émission des obligations, les assemblées d'obligataires et les droits de ceux-ci.

Les formalités indiquées à l'article 54 des présents statuts devront être observées également pour les assemblées d'obligataires.

CHAPITRE VII.

Contestations. — Arbitrage

ART. 47. — Dans les cas de contestation entre l'État et la Société au sujet de leurs droits respectifs et de l'exécution ou de l'interprétation des statuts, ainsi que des conventions à intervenir, le différend sera tranché sans recours par trois arbitres de nationalité belge, dont l'un à désigner par l'État, le second par la Société et le troisième par les deux premiers arbitres ou, à défaut d'accord de ceux-ci sur cette désignation, par le premier président de la Cour de cassation de Belgique ou son remplaçant.

A défaut par l'une des parties de désigner son arbitre dans les huit jours à dater d'une mise en demeure qui lui serait adressée par l'autre partie, il sera pourvu à cette désignation comme dit ci-dessus pour le cas de désignation du troisième arbitre à défaut d'accord des deux premiers.

Les arbitres seront saisis des litiges tels qu'ils seront précisés dans les conclusions rédigées en suite du compromis; ils seront dispensés de toute formalité judiciaire.

ART. 48 et 49. — Supprimés.

CHAPITRE VIII.

Assemblées générales.

ART. 50. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'unanimité des actionnaires.

ART. 51. — L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le troisième mercredi du mois de mai ou le lendemain, si c'est un jour férié, à 11 heures du matin, et pour la première fois en 1918, au siège social.

Des assemblées générales extraordinaires pourront être convoquées par le conseil d'administration ou le collège des commissaires.

La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par des actionnaires possédant le cinquième du capital social.

ART. 52. — Sans préjudice aux autres dispositions des statuts, les délibérations seront prises d'après les prescriptions habituelles pour les assemblées délibérantes.

ART. 53. — Un actionnaire absent pourra donner procuration pour se faire représenter à une assemblée générale, mais seulement à un autre actionnaire, membre de l'assemblée. La forme de la procuration sera déterminée par le conseil d'administration.

ART. 54. — Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront faire connaître au conseil d'administration leur intention d'assister à l'assemblée et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront justifier, au moyen d'un certificat nominatif attestant que la propriété dans leur chef a été démontrée, du dépôt de leurs actions effectué au siège social ou chez les personnes ou dans les établissements à désigner dans les avis de convocation. Les notifications devront être faites au moins six jours avant l'assemblée, à moins qu'un délai plus court ne soit fixé par le conseil d'administration dans les avis de convocation.

Les procurations devront être déposées dans les mêmes conditions.

ART. 55. — Les convocations pour toute assemblée générale seront faites conformément aux prescriptions de l'article 73, alinéas 3, 4 et 5 de la loi belge sur les sociétés.

ART. 56. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et en son absence par un des administrateurs à désigner par le conseil d'administration.

Les fonctions de secrétaire seront remplies par un secrétaire à désigner par le président.

L'assemblée générale désigne deux actionnaires pour remplir les fonctions de scrutateurs. Les membres du conseil d'administration ou du collège des commissaires présents font partie du bureau.

Les expéditions et extraits sont signés par le président de l'assemblée ou en cas d'empêchement par deux membres du bureau.

ART. 57. — L'assemblée délibère et statue sur toutes les propositions faites par le conseil d'administration ou des commissaires, dans les limites de l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires ne sera soumise à la délibération que si elle est signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les avis de convocation.

ART. 58. — Les votes ont lieu, quel que soit le nombre des actions représentées, à la majorité des voix.

Chaque action donne droit à une voix.

ART. 59. — Toutes nominations et révocations ont lieu par vote secret si un actionnaire le demande.

Quant aux nominations, si la majorité n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, il est fait un ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix et, en cas d'égalité de suffrages, celui qui est propriétaire du plus grand nombre d'actions est proclamé élu. Si le nombre d'actions est le même, le plus âgé est élu.

Pour toutes autres délibérations, le vote secret n'est obligatoire que s'il est demandé par cinq actionnaires.

ART. 60. — Pour les modifications aux statuts, il sera tenu compte des prescriptions de l'article 70 de la loi belge sur les sociétés.

ART. 61. — Les sociétés, les établissements publics et les incapables seront représentés par leurs représentants légaux. En cas d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire; en cas de nantissement, il appartient au débiteur gagiste

CHAPITRE IX.

Inventaires. — Bilan.

ART. 62. — L'année sociale finit le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le 31 décembre 1917. A cette date le conseil d'administration dresse l'inventaire et fait le bilan et le compte des profits et pertes de la Société.

ART. 63. — Supprimé.

ART. 64. — Les bénéfices nets restant, après déduction de toutes les charges sociales, y compris celles relatives aux obligations, ainsi que des amortissements jugés nécessaires par le Conseil d'administration, seront répartis comme suit :

1° 5 p. c. à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci ait atteint 10 p. c. du capital social ;

2° La somme nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées séries A et B, et sans distinction entre elles, un premier dividende fixé au maximum à 6 p. c. du capital versé sur ces actions ;

3° Sur l'excédent éventuel, il sera attribué aux actions de capital série A et B, et sans distinction entre elles, un premier dividende fixé au maximum à 5 p. c. du capital versé sur ces actions ;

4° 10 p. c. du surplus sont attribués aux administrateurs et aux commissaires, pour être répartis entre eux suivant décision du Conseil général ;

5° Le solde final, après les prélèvements ci-dessus, sera réparti comme suit :

a) 25 p. c. pour amortir au pair par voie de tirages au sort des actions pri-

vilégiées série A, et après amortissement intégral de celles-ci, les actions de capital série A.

Les actions amorties en exécution du présent paragraphe seront définitivement annulées et le capital social sera réduit d'un montant correspondant;

b) 25 p. c. aux actions ordinaires sans désignation de valeur;

c) A moins qu'il n'en soit autrement décidé par l'Assemblée générale, 50 p. c. à répartir entre toutes les actions existantes à ce moment, étant entendu que chacune des actions ordinaires, sans désignation de valeur, aura droit au double du superdividende attribué à chacune des autres actions.

Après amortissement complet des actions privilégiées série A et des actions de capital série A, la répartition du solde final déterminée ci-dessus, sera modifiée comme suit :

a) 25 p. c. aux actions ordinaires sans désignation de valeur;

b) 75 p. c. à répartir entre toutes les actions existantes, étant entendu que chacune des actions ordinaires, sans désignation de valeur, aura droit au double du superdividende attribué à chacune des autres actions.

L'époque du paiement des dividendes est fixée par le Conseil d'administration.

ART. 65. — Les dividendes non payés dans les cinq années de leur exigibilité restent acquis à la Société.

CHAPITRE X.

Dissolution. — Liquidation.

ART. 66. — Conformément aux dispositions de l'article 5, la dissolution de la Société avant l'expiration du terme fixé ne pourra être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire, dans les formes et sous les conditions exigées pour les modifications aux statuts.

Cette décision devra être approuvée par arrêté royal.

ART. 67. — L'assemblée générale déterminera le mode de liquidation et nommera les liquidateurs à la simple majorité des voix.

Les commissaires du Gouvernement continueront à exercer leurs pouvoirs au cours de la liquidation.

ART. 67^{bis}. — « En cas de dissolution de la Société pour quelque cause que ce soit, après paiement de toutes les dettes de la Société, le solde de l'avoir social servira successivement à :

1° rembourser au pair les actions privilégiées sans distinction entre celles des séries A et B;

2° rembourser au pair les actions de capital sans distinction entre celles des séries A et B.

Le solde sera partagé à raison de 50 p. c. aux actions ordinaires, 50 p. c. à répartir également entre les actions privilégiées et les actions de capital encore existantes, sans distinction de séries. »

Dispositions spéciales.

ART. 68. — Tout actionnaire, administrateur et commissaire devra élire domicile à Anvers; faute de quoi il sera censé avoir élu domicile au greffe du Tribunal de commerce d'Anvers.

Toutes les significations et notifications à un actionnaire à la requête de la Société sont valablement faites au domicile élu.

ART. 69. — A moins de disposition contraire dans les présents statuts, ceux-ci ne pourront être modifiés que moyennant approbation par arrêté royal.

ART. 70. — Supprimé.

ART. 71. — Immédiatement après les présentes modifications aux statuts de la Société, aura lieu une assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui fixera pour la première fois le nombre des administrateurs et des commissaires, procédera à leur nomination et statuera sur tous autres objets qu'elle jugera utiles de porter à l'ordre du jour de cette réunion. Les comparants rempliront les fonctions de scrutateurs et le plus âgé d'entre eux remplira les fonctions de président.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JUNI 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst aangegaan tusschen den Belgischen Staat, de naamlooze vennootschap « Lloyd Royal Belge » en verscheidene schuldeischers van deze.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNHEEREN,

De besluit-wet van 19 Juli 1916 heeft de statuten goedgekeurd der naamlooze vennootschap « Lloyd Royal Belge », gesticht op 26 Juni 1916 (zie *Moniteur belge* — Le Havre, van 15-20 Juli 1916, n^o 197-202). Deze Vennootschap heeft voor doel « alle zaken van reederij, alsmede alle zaken van » verzending en vervoer van personen en dingen op aarde en over water, » bevrachting, aankoop, verkoop, bouwen en herstellen van schepen en » booten en alle handels-, nijverheids- en financie verrichtingen, zoowel in » den vreemde dan in België, die op welke manier ook met de scheepvaart » of het vervoer in verband staan, namelijk de koop en de verkoop van » koopwaren, het agentschap, het makelaarschap, de stouwing, het stapelen » in magazijnen en de verzekering ».

Reeds, op dat tijdstip van den oorlog, openbaarden zich de beginselen van eene vervoercrisis, welke naderhand de gekende hevigheid moest bereiken. In dit gedachtenverband, worstelende met de ernstigste dagelijksche moeilijkheden, verleende de Regeering hare medewerking aan de oprichting der « Lloyd Royal Belge », eenerzijds, tot aanvoer op het vasteland van het oorlogsmateriaal en van de verschillende bevoorradingen besteld zoo in Engeland als in de Vereenigde Staten; anderzijds, ter verzekering van het verzenden naar België der eetwaren door de « Commission for Relief » uit te deelen; eindelijk, met het oogmerk, in vrede tijd, over eene aanmerkelijk vermeerderde koopvaardijvloot te beschikken.

Is het noodig hier de ontleding van den gerechtelijken standregel der «Lloyd» te ondernemen en de tabel der bedrijvigheid en der wisselvalligheden van de onderneming sinds haar ontstaan te schetsen? Zulks lijkt overbodig. De Kamer werd, twee jaar geleden, op de hoogte gebracht tijdens de grondige bespreking uitgelokt door de uitvoering van een der bepalingen der statuten.

Deze bepaling verplichtte den Belgischen Staat tot overneming van eene reeks obligatiën, rentende 4 t. h., tot een maximum bedrag van 75 miljoen frank; de economische voorwaarden gansch gewijzigd zijnde sinds den dag dat deze bepaling werd opgesteld, kwam de Staat met de « Lloyd » overeen om den interest der obligatiën van 4 tot 6 t. h. op te voeren en de overneming om te zetten in eenen waarborg van goed einde.

Deze waarborg en die gegeven voor de eerste schijf obligatiën van 25 miljoen, een en ander overeenkomstig artikel 44 der statuten, hebben voor de eerste maal gewerkt den 1 Juli 1922. Zij werden op den volgenden vervaldag toegepast.

De oorzaken welke den moeilijken toestand waarin de « Lloyd Royal Belge » zich bevond teweegbrachten, zijn wel gekend; hooger aangehaalde parlementaire besprekingen hebben ze in een helder licht gesteld. Het is onbetwistbaar dat, in alle landen, talrijke reederijen in benarden toestand waren geraakt door het ontzettend dalen der vrachtprijzen en het daaraanvolgend verminderen der tonnemaatwaarde. Deze ramp heeft bijzonder de ondernemingen getroffen, welke gedurende den oorlog tot stand kwamen, zonder nochtans de andere te sparen.

Schepen tegen den marktprijs aangekocht, dan wanneer die prijs een zeer hoog peil bereikte, hebben, eenige maanden later, hunne waarde tot $\frac{1}{5}$ of $\frac{1}{10}$ van den aankoopprijs zien slinken.

Daar de « Lloyd Royal Belge » op een oogenblik dat hare verbintenissen niet al te gewichtig toeschenen naar verhouding van de totale waarde van het actief, voor belangrijke sommen tot het crediet hare toevlucht had genomen, ten einde de vloot te vermeerderen, is de ure aangebroken, dat, de crisis der bevrachtingen haar einde nog niet nakende, de maatschappij zich in de onmogelijkheid heeft gezien verder te voorzien in de geheele op haar drukkende lasten : hypotheeklasten, obligatielasten, verschillende schuldvorderingen.

Wat werd in deze voorwaarden de toestand van den Staat?

Borg, in voorwaarden bepaald krachtens getroffen overeenkomsten, van den dienst der interesten en van de delging van een kapitaal van 100 miljoen obligatiën (thans herleid tot 98,188,000 frank ten gevolge der delging) stond hij voor dit dilemma :

ofwel zich het in liquidatie stellen der « Lloyd » getroosten, het onzeker aandeel trekken voort te vloeien uit een gedwongen te gelde maken, doch, daartegenover, zonder eenige andere vergoeding en tot geheele delging, den last van honderd miljoen obligatiën op zich nemen;

ofwel, eene overeenkomst treffen met de andere schuldeischers om te trachten de Maatschappij herin te richten.

De nadeelen der eerste oplossing zijn zichtbaar met den eersten oogopslag : eenerzijds bracht zij geene verlichting in den toestand van den Staat, daar dezès waarborg in alle geval werkte; anderzijds, wat zouden de niet hypothecaire schuldeischers te verdeelen gehad hebben van eene reederij vertegenwoordigd door verschillende honderdduizenden ton welke ineens op de markt zouden geworpen worden, in volle verkwijning der koopvaar-

dijvloot. Van financieel standpunt was het, zonder twijfel, eene vrij nadeelige verrichting. Nadeeliger echter nog was zij het van nationaal standpunt. Het land stelde zich inderdaad er aan bloot, eene reederij, welke meer dan de helft zijner totale koopvaardijvloot vertegenwoordigt, te zien verbrokkelen in de koorts der veilingen, en overgaan in vreemde handen, wie weet dan nog dewelke. Voor wien zich rekenschap geeft welk een levensseich het is voor onzen handel, voor onze nijverheid, eene nationale koopvaardijvloot te bezitten, kon zulk wedervaren als een ware ramp beschoawd worden.

Daarom heeft de Regeering zich aangesloten bij een plan, tot herinrichting, hetwelk, zonder den Staat nieuwe lasten op te leggen, toelaat de vloot der Lloyd onder de Belgische reederijen te handhaven en de onderneming derwijze te verlichten dat zij in staat weze eene poging in te stellen om hare volle levenskracht te herwinnen.

Welke zijn de grondslagen van dit plan? De Kamer zal er kennis van nemen door de overeenkomsten en statuten bij het wetsontwerp gevoegd. Het beschouwde stelsel is eenvoudig: het is het middel waartoe men gewoonlijk zijne toevlucht neemt wanneer men tegenover eene handelsmaatschappij staat, bezwaard met buitensporig hooge lasten, die van haar behooren afgewenteld te worden ten einde aan de onderneming toe te laten zich in de toekomst te ontwikkelen; de schuldeischers komen overeen om hunne gewone schuldvorderingen in aandeelschuldvordering te veranderen.

't Is deze wijze welke de hieraangehechte statuten vertolken. De twee hoofdschuldeischers, de Staat en een fransch-belgische groep banken, veranderen in aandeelen het gedeelte hunner schuldvorderingen welke niet door hypotheek gewaarborgd zijn. Anderzijds, de bijzonderste aandeelhouders der oorspronkelijke Lloyd, ofschoon zij hun voormalig kapitaal tot den derden rang zien verschuiven en plaatsnemen na de aandeelen van Staat en banken, doen eenen inbreng van 10 millioen aan nieuwe geldmiddelen, welke de kasbehoefden der heringerichte onderneming moeten dekken.

Ziedaar het ontwerp waarover het Parlement zich zal uit te spreken hebben.

De Regeering, met deze overeenkomst te sluiten en aan de Wetgeving te onderwerpen, stelt zich geenszins ten doel in zake zeevaartbedrijf eene politiek van tusschenkomst of Staatsbemoeiing aan te nemen. Zij vervangt eenen waarborg niet door aandeelen met het oogmerk aan de « Lloyd Royal Belge » het karakter te geven eener Staatshandelsvloot, welke, in feite of in recht, vanwege het openbaar gezag zou mogen rekenen op eenen steun waarvan de andere Belgische reederijen zouden verstoken zijn.

Wij denken kort maar duidelijk de gronden van nationaal belang aangeduid te hebben, welke de Regeering tot haar besluit geleid hebben. Die gronden komen tot uiting in het behoud van het uitgestrekt toezicht der Regeringskommissarissen; in de verbintenis door de handelende partijen aangegaan altijd in Belgische handen een voldoende aantal titels te behouden om aan de zaak — wat ook gebeure — eene Belgische meederheid te verzekeren. Dezelfde geest openbaart zich ook in de herinrichtingen van den

Behcerraad. Deze is aanmerkelijk verruimt, derwijze personaliteiten van het rederij en van het financiebedrijf daarin te kunnen doen treden en zoodoende aan de onderneming eene gewichtige medehulp te verschaffen.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

*De Minister van Spoorwegen, Zeevezen,
Posterijen en Telegrafen,*

X. NEUJEAN.



BIJLAGE I.**OVEREENKOMST.**

Tusschen de ondergeteekenden :

1^o M. GEORGES THEUNIS, Eersten Minister, Minister van Financiën,
en M. XAVIER NEUJEAN, Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen
en Telegrafen,

handelende namens den Belgischen Staat;

2^o De « Société Générale de Belgique », te Brussel;

De « Banque d'Anvers », te Antwerpen;

De « Banque Italo-Belge », te Antwerpen;

De « Crédit Mobilier de Belgique », te Antwerpen;

De « Banque Nationale de Crédit », te Parijs;

De « Banque de l'Union Parisienne », te Parijs;

De « Société Générale pour favoriser le développement du Commerce
de l'Industrie en France », te Parijs;

De « Banque Nationale Française du Commerce Extérieur », te Parijs;

De « Banque Transatlantique », te Parijs;

5^o De Naamlooze Vennootschap « Compagnie Générale Anversoise », te
Antwerpen;

M. A.-F. BAYS, reeder te Antwerpen;

M. H.-M. GYLSSEN, reeder te Antwerpen;

en M. H. CARLIER, bankier te Antwerpen;

handelende in hoedanigheid van aandeelhouders der Naamlooze Vennoot-
schap « Lloyd Royal Belge »;

4^o De Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen,
vertegenwoordigd door de HH. baron E. Carton de Wiart, A. Grisar, en
L. Kintsschots, beheerders :

Is overeengekomen hetgeen volgt :

A. — De tusschenkomenden opgenoemd onder 1^o hierboven zullen bij de
Wetgeving een wetsontwerp indienen tot goedkeuring der wijzigingen te
brengen in de statuten der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge »
overeenkomstig de bepalingen en verbintenissen voorkomende in deze
overeenkomst.

B. — De tusschenkomenden aangeduid onder 4^o verbinden zich aan de
algemeene vergadering der aandeelhouders en aan die der obligatiehouders
eene beslissing te onderwerpen tot goedkeuring der wijzigingen te brengen
in de statuten, krachtens de bepalingen dezer overeenkomst.

C. — De tusschenkomenden aangeduid onder 3°, welke verklaren te bezitten, te weten :

	Getal aandeelen
De Naamlooze Vennootschap « Compagnie Générale Anversoise » .	22,566
M. A.-F. Brys	12,022
M. H.-M. Gylsen.	12,022
M. M. Carlier	1,000

aandeelen op naam der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », verbinden zich, elk voor wat hem aangaat en voor het aantal aandeelen waarvan hij titularis is, alsook voor het aantal obligatiën waarvan hij eigenaar is, in de algemeene vergaderingen, waarvan sprake onder lid B, zijne stem te verleen en aan de wijzigingen in de statuten, zooals zij in gemeen overleg door al de tusschenkomenden bij deze overeenkomst bepaald werden; een exemplaar der aldus gewijzigde statuten is hierbij gevoegd.

ARTIKEL ÉÉN.

De 50,000 volgestorte kapitaalaandeelen, van elk 1,000 frank, bedragende te zamen 50,000,000 frank, welke het oorspronkelijk maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigden der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen, den 26 Juni 1916 te De Panne gesticht, worden ongeldig gemaakt en vervangen door een zelfde aantal gewone aandeelen zonder waarde aanduiding welke toegewezen worden, titel tegen titel, aan degenen die de eerste kapitaalaandeelen onder zich hebben.

ART. 2.

Het nieuw maatschappelijk kapitaal der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen, wordt vastgesteld op 153 miljoen frank, vertegenwoordigd door :

1° 80,000 bevoorrechte aandeelen van elk 500 frank, reeks A.	fr. 40,000,000
2° 70,000 bevoorrechte aandeelen van elk 500 frank, reeks B	» 35,000,000
3° 116,000 kapitaalaandeelen van elk 500 frank, reeks A .	» 58,000,000
4° 40,000 kapitaalaandeelen van elk 500 frank, reeks B .	» 20,000,000
Zegge te zamen	fr. 153,000,000

Er worden daarenboven 55,500 gewone aandeelen zonder waardevermelding aangemaakt; 50,000 dezer aandeelen worden toegekend aan degenen die de vroegere kapitaalaandeelen onder zich hebben, zooals bij artikel 1 wordt bedongen; de 5,500 andere worden, overeenkomstig navolgend artikel 5, aan den Belgischen Staat afgegeven.

ART. 3.

De last der interesten en der aflossing van de obligatiën, reeks A, tegen 4 t. h., en reeks B, tegen 6 t. h., welke de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » uitgegeven heeft krachtens de besluit-wet van 19 Juli 1916 en overeenkomstig de Koninklijke besluiten van 30 December 1917 en van 26 April 1921, en die op 1 Januari 1923 nog in omloop waren, wordt van en met den vervaldag van 1 Juli 1923 geheel door den Belgischen Staat op zich genomen, zonder dat de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » nog, zelfs tot betaling der cedulaire belasting, in dien last behoeft tusschen te komen.

De obligatiën waarvan de Belgische Staat aldus den last op zich neemt zijn ten getale en kapitale van :

A. — Uitgifte 4 t. h., reeks A, — Koninklijk besluit van 30 December 1917 :	
23,914 obligatiën van 1,000 frank	fr. 23,914,000
B. — Uitgifte 6 t. h., reeks B, — Koninklijk besluit van 26 April 1921 :	
74,274 obligatiën van 1,000 frank	» 74,274,000
98,188 obligatiën van 1,000 frank	fr. 98,188,000

De houders der obligatiën reeks A, tegen 4 t. h., blijven onderworpen aan de cedulaire belasting op de inkomsten van 10 t. h. gevestigd bij de geordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 en op 12 t. h. gebracht bij de wet van 28 Maart 1923; de obligatiën reeks B, tegen 6 t. h.; zijn vrij van belasting.

ART. 4.

Als tegenprestatie voor de overneming van den dienst der interesten en der aflossing van de onder artikel 3 vermelde obligatiën der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », worden den Belgischen Staat de 80,000 bevoorrechte aandelen van elk 500 frank, reeks A, en de 116,000 kapitaal aandelen van elk 500 frank, reeks A, waarvan sprake onder artikel 2, toegekend.

ART. 5.

De Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » hebbende den dienst harer obligatiën niet kunnen verzekeren op de vervaldagen van 1 Juli 1922 en van 1 Januari 1923, zoo heeft, overeenkomstig de bepalingen van het vroeger artikel 44 der statuten, de Belgische Staat betaald :

1 ^o De interestcoupons op gezegde vervaldagen	fr. 5,439,440
2 ^o Het kapitaal der gedelgde obligatiën wederzijds uitkeerbaar den 1 Juli 1922 (4 t. h.) en den 1 Januari 1923 (6 t. h.) »	574,000

De som alzoo door den Belgischen Staat voorgeschooten beloopt fr. 6,013,440

De Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » verbindt zich aan den Belgischen Staat als tegenprestatie voor dit voorschot te leveren :

1° 5,500 gewone aandeele te nemen onder de 55,500 soortgelijke aandeele welke aangemaakt zullen worden zooals het onder artikel 2 bedongen is;

2° In geldspecie, eene som van 374,000 frank, het kapitaal vertegenwoordigende der afgeloste obligatiën, wederzijds uitkeerbaar den 1 Juli 1922 (4 t. h. — 200,000 frank) en den 1 Januari 1923 (6 t. h. — 374,000 frank).

ART. 6.

De « Compagnie Générale Anversoise », te Antwerpen, M. Arthur-François Brys, reeder te Antwerpen, en M. Henri-Martin Gylsen, reeder te Antwerpen, verbinden zich te zamen en hoofdelijk in te schrijven tegen pari en tenvolle storten op het oogenblik der inschrijving, 20,000 bevoorrechte aandeele van elk 500 frank, reeks B, begrepen onder de 70,000 waarvan sprake in artikel 2.

ART. 7.

De « Société Générale de Belgique », te Brussel, de « Banque d'Anvers », te Antwerpen, de « Banque Italo-Belge », te Antwerpen, de « Crédit Mobilier de Belgique », te Antwerpen, de « Banque Nationale de Crédit », te Parijs, de « Banque de l'Union Parisienne », te Parijs, de « Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France », te Parijs, de « Banque Nationale Française du Commerce Extérieur », te Parijs, de « Banque Transatlantique », te Parijs, verbinden zich te zamen in te schrijven tegen pari en tenvolle storten op het oogenblik der inschrijving, 50,000 bevoorrechte aandeele van elk 500 frank, reeks B, en de 40,000 kapitaalaandeele van elk 500 frank, reeks B, waarvan sprake in artikel 2.

De verdeeling van gezegde inschrijvingen tusschen de voorgemelde banken heeft plaats volgens hunne bijzondere overeenkomsten.

ART. 8.

De verdeeling van de winsten der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » heeft voortaan plaats, overeenkomstig navolgende bepalingen, welke het voorwerp uitmaken van het nieuw artikel 64 der gewijzigde statuten :

« De zuivere winsten overblijvende, na aftrek van al de maatschappelijke » lasten erin begrepen deze betreffende de obligatiën, alsook van de aflossingen noodig geoordeeld door den beheerraad, worden verdeeld als volgt :

1° 5 t. h. aan de wettelijke reserve totdat deze 10 t. h. van het maatschappelijk kapitaal bereikt hebbe ;

2° De som noodig tot het toekennen aan de bevoorrechte aandeele, reeksen A en B, en zonder onderscheid daaronder, van een eerste dividend van ten hoogste 6 t. h. van het op deze aandeele gestort kapitaal ;

3° Op het gebeurlijk overschot, zal aan de kapitaalaandeele, reeksen A en

B, en zonder onderscheid daaronder, een eerste dividend toegekend worden van hoogstens 5 t. h. van het op deze aandelen gestort kapitaal ;

4° 10 t. h. van de rest worden toegekend aan de beheerders en commissarissen om onder hen volgens beslissing van den algemeenen raad omgedeeld te worden ;

5° Het eindsaldo, na de voorgaande voorafnemingen, zal als volgt omgedeeld worden :

a) 25 t. h. om, door loting, de bevoorrechte aandelen, reeks A, tegen pari, af te lossen, en na volledige aflossing derzelve, de kapitaalaandelen, reeks A.

De in uitvoering van deze paragraaf afgeloste aandelen zullen definitief ongeldig gemaakt worden en het maatschappelijk kapitaal zal met een overeenstemmend bedrag verminderd worden.

b) 25 t. h. aan de gewone aandelen zonder waardevermelding ;

c) ten ware, de algemeene vergadering daarover anders beslisse, 50 t. h. om te deelen onder al de op dat oogenblik bestaande aandelen, met dien verstande dat elk der gewone aandelen zonder waardevermelding recht zal hebben op het dubbel van het aan elk der andere aandelen toegekend superdividend.

Na algeheele aflossing der bevoorrechte aandelen, reeks A, en der kapitaalaandelen, reeks A, zal hiervóór aangeduide omdeeling van het eindsaldo gewijzigd worden als volgt :

a) 25 t. h. aan de gewone aandelen zonder waardevermelding ;

b) 75 t. h. om te deelen onder al de bestaande aandelen, met dien verstande dat elk der gewone aandelen recht zal hebben op het dubbel van het aan elk der andere aandelen toegekend superdividend.

Het tijdstip van uitbetaling der dividenden wordt door den Beheerraad vastgesteld.

ART. 9.

Het tiende hoofdstuk van de statuten der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen, handelend over de ontbinding en de likwidatie der Maatschappij wordt aangevuld door een artikel 67^{bis} luidende als volgt :

« In geval van ontbinding der Vennootschap om welke reden ook, zal, na » betaling van al de schulden der Vennootschap, het saldo van het maatschappelijk vermogen achtereenvolgens dienen tot :

» 1° De terugbetaling tegen pari van de bevoorrechte aandelen zonder » onderscheid tusschen deze der reeksen A en B ;

» 2° De terugbetaling tegen pari van de kapitaalaandelen zonder onderscheid tusschen de reeksen A en B.

» Het saldo zal verdeeld worden op voet van 50 t. h. aan de gewone aandelen, 50 t. h. gelijkelijk om te deelen tusschen de nog bestaande kapitaalaandelen en bevoorrechte aandelen, zonder onderscheid van reeksen. »

ART. 10.

Deze overeenkomst is vrij van zegel en van de formaliteit der registratie.

Wel te verstaan blijven alle uitgegeven aandelen, met inbegrip van deze aan den Staat toegekend, onder de heerschappij van het gemeene recht wat aangaat het door de Maatschappij die ze uitgeeft te doen stellen zegel.

* * *

Deze overeenkomst wordt getroffen onder voorbehoud van bekrachtiging door de aandeelhouders der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » en van goedkeuring dezer Overeenkomst door de wetgevende macht.

Ingeval de bekrachtiging door de aandeelhouders vóór den 31 Augustus 1923 niet bekomen werd, alsook in geval het wetsontwerp tot goedkeuring der Overeenkomst op dien datum niet aangenomen ware, is de tegenwoordige akte nietig en niet bestaande en kan geene der partijen zich tegenover de andere er op beroepen.

Gedaan in twee exemplaren, te Brussel, den 11 Juni 1925.

(Volgen de handteekeningen.)



BIJLAGE II

Lloyd Royal Belge

NAAMLOOZE MAATSCHAPPIJ

ONTWERP VAN GEWIJZIGDE STATUTEN**EERSTE HOOFDSTUK****Benaming, zetel, doel en duur van de Maatschappij**

ARTIKEL EÉN. — Er is bij deze opgericht eene Handelsmaatschappij met naamlooze vorm en onder de benaming van « *Lloyd Royal Belge* ».

De Maatschappij onderwerpt zich aan de schikkingen der wetten op handelsmaatschappijen, geordend door Koninklijk besluit van twee en twintigsten Juli duizend negen honderd en dertien, mits de afwijkingen voortspuitende uit de tegenwoordige standregelen.

ART. 2. — De zetel van de Maatschappij is gevestigd te Antwerpen. Er mogen agentschappen, bijhuizen, filialen of andere welkdanige kantoren opgericht worden, zoowel in den vreemde als in België.

ART. 3. — De Maatschappij heeft voor doel alle zaken van reederij, alsmede alle zaken van verzending en vervoer van personen en dingen te lande en over water, bevrachting, aankoop, verkoop, bouwen en herstellen van schepen en alle handels-, nijverheids- en financie verrichtingen, zoowel in den vreemde als in België, die op welke manier ook met de scheepvaart of het vervoer, rechtstreeks of onrechtstreeks, in verband staan.

De Maatschappij zal alle verrichtingen doen, zal alle handelwijzen bewerkstelligen, zal alle overeenkomsten treffen van natuur om, rechtstreeks of onrechtstreeks, de verscheidene vertakkingen van zijne werkzaamheid te bevoordeelen. Zij zal, tot dit doel, alle tot hare exploitatie noodige gebouwen, dokken en vlotbruggen mogen aankopen en oprichten.

Zij mag ondernemingen overnemen die een soortgelijk doel als het hare hebben of die, op gelijk welke manier, daarmede in verband staan of daarin deelnemen door middel van inschrijving van kapitaal, door voorschotten, door inleggen, door syndikaten of op alle andere wijze.

ART. 4. — Het is in het doel van de Maatschappij dat zij weze en blijve volstrekt Belgisch en te dien einde :

a) Onverminderd hetgene voorgeschreven is in artikel twee, de zetel, het werkdadig middenbeheer en de uitrustings-haven zullen in België blijven ;

b) De voorzitter van den Beheerraad en de meerderheid der beheerders, de bestuurders en de onderbestuurders van de Maatschappij zullen moeten

Belg zijn anders dan door naturalisatie en in België verblijven. Er zal mogen uitzondering gemaakt worden aan dezen regel in bijzondere gevallen, voor de bestuurders en onderbestuurders, mits overeenstemming met de kommissarissen der Regeering.

De beheerders, bestuurders en onderbestuurders benoemd of in bediening blijvende in overtreding met deze schikkingen zullen van rechtswege aanschouwd worden als ontslagnemers. Er zal aanstonds voorzien worden in hunne vervanging;

c) Geen overeenkomst zal mogen geldig gesloten worden, die door middel van versmelting, van verkoop, van inbrengen, van vervroegde ontbinding, van uitgave van nieuwe aandeelen of op welkdanige andere manier ook, voor gevolg zou hebben de Maatschappij te laten opsorpen door vreemde syndikaten of firmas of in werkelijkheid een waardeerbaar gedeelte van hare verrichting of van hare uitbating zou zien overgaan in vreemde handen of die van natuur zouden zijn het verlies of de verzwakking van de onafhankelijkheid der Maatschappij na zich te slepen tegenover vreemde ondernemingen.

Art. 5. — De duur van de Maatschappij is vastgesteld op vijftig jaren te beginnen van heden.

De Maatschappij zal mogen ontbonden worden of haar bestaan verlengd vóór den termijn in den vorm vereischt voor de veranderingen aan de standregelen, mits goedkeuring bij Koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II.

Maatschappelijk kapitaal.

Art. 6. — § a) De 50,000 volgestorte kapitaalaandeelen van elk 1,000 frank, bedragende te zamen 50 millioen frank, welke het oorspronkelijk maatschappelijk kapitaal uitmaakten, worden door gewone aandeelen zonder waardevermelding vervangen, zooals aangeduid wordt in paragraaf e, littera a, van dit artikel.

§ b) Het nieuw maatschappelijk kapitaal wordt op 153 millioen frank vastgesteld, vertegenwoordigd door :

1 ^o 80,000 bevoorrechte aandeelen van elk 500 frank,	
reeks A	fr. 40,000,000
2 ^o 70,000 bevoorrechte aandeelen van elk 500 frank,	
reeks B	» 58,000,000
3 ^o 116,000 kapitaalaandeelen van elk 500 frank, reeks A	» 58,000,000
4 ^o 40,000 kapitaalaandeelen van elk 500 frank, reeks B	» 20,000,000
Zegge te zamen.	fr. 153.000,000

§ c) De 80,000 bevoorrechte aandelen, reeks A en de 116,000 kapitaalaandeelen, reeks A, worden den Belgischen Staat toegewezen om op te wegen tegen de overname, door den Staat, van den dienst der interesten en der aflossing van de obligatiën 4 t. h., reeks A, en 6 t. h. reeks B, door de Ven-

nootschap uitgegeven overeenkomstig artikelen 2 en 3 van de besluit-wet van 19 Juli 1916, en van de Koninklijke besluiten van 30 December 1917 en van 26 April 1921 en die niet aangeduid werden om afgelost te worden door de vóór 1 Januari 1923 gedane trekkingen, en zooals deze dienst uit de op de obligatiën gedrukte aflossingstabel voortspriut.

§ d) De 70,000 bevoorrechte aandeele van elk 500 frank, reeks B, en de 40,000 kapitaalaandeele van elk 500 frank, reeks B, werden geheel onderschreven door de hierna aangeduide personen :

Al deze aandeele werden volgestort ten overstaan van den ondergeteekenden notaris en van de ondergeteekende getuigen door de storting in handen van

die zulks erkennen en voor rekening van de Vennootschap, van de som van vijf-en-veertig millioen frank (55,000,000 frank).

§ e) Daarenboven worden 55,500 gewone aandeele zonder waardevermelding bijgemaakt die als volgt toegewezen worden :

1^o 50,000 aandeele uit te reiken, titel tegen titel, aan de bezitters der in § a van dit artikel vermelde vroegere kapitaalaandeele ;

2^o 5,500 aandeele aan den Belgischen Staat uit te reiken om op te wegen tegen de voorschotten door hem gedaan uit hoofde van de diensten der obligatiën voor de vervaldagen van 1 Juli 1922 en van 1 Januari 1923.

§ f) De rechten van elk der categoriën aandeele der Vennootschap worden bepaald bij artikelen 50 tot 64, 64 tot 67^{bis} dezer statuten.

ART. 7. — Het maatschappelijk kapitaal zal mogen vermeerderd of verminderd worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders in de voorwaarden vereischt voor de veranderingen aan de standregelen en mits goedkeuring door Koninklijk besluit, wanneer het de vermindering geldt.

De aandeelhouders, op het oogenblik van de vermeerdering, zullen in verhouding met het getal aandeele die zij bezitten op dit oogenblik, een voorkeurrecht hebben voor de intekening van de nieuwe aandeele, uitgegeven tegen geld.

De wijze en de tijd van uitvoering van het voorkeurrecht der aandeelhouders zullen bepaald worden door den beheerraad.

Het voorkeurrecht waarvan een aandeelhouder geen gebruik zal gemaakt hebben, zal niet terugkeeren tot de andere aandeelhouders.

De koers en de manier van uitgifte der nieuwe aandeele zal bepaald worden door den beheerraad in overeenstemming met de kommissarissen der Regeering.

HOOFDSTUK III.

Aandeele. — Aandeelhouders.

ART. 8. — De aandeele der Maatschappij zijn nominatief ; nochtans mogen de eigenaars van gansch afgeloste aandeele vragen, dat hunne aandeele, op hunne kosten, in aandeele aan toonder omgezet worden.

ART. 9. — Er wordt in de maatschappelijke zetel een boek der nominatieve aandeele gehouden. De overdracht van den eigendom van deze laat-

sten geschiedt uitsluitend door eene verklaring, ingeschreven in dit boek, gedateerd en geteekend door den afstanddoener en den overnemer of hunne volmachthebbers.

Geene overdracht zal mogen goedgekeurd worden binst het tijdperk voorzien bij artikel 34.

De inschrijvingsverklaringen voorzien van het zegel der Maatschappij en geteekend door twee beheerders, zullen afgeleverd worden aan de aandeelhouders op hunne vraag.

Alle overdracht geschiedt ten koste van den aandeelhouder.

ART. 10. — Het aandeel aan drager wordt uit een register met uitsnijbriefjes getrokken, genummerd, met het zegel van de Maatschappij voorzien en geteekend door twee beheerders.

ART. 11. — De aandeelhouders zijn slechts gehouden tot beloop van het bedrag hunner aandelen.

Het bezit van een aandeel begrijpt in volle recht toetreding aan de standregelen en aan de beraadslagingen van de algemeene vergadering.

ART. 12. — Het aandeel is onverdeelbaar; de Maatschappij erkent slechts één eigenaar per aandeel.

Indien er verscheidene belanghebbenden per aandeel zijn, mag de Maatschappij de uitoefening der rechten er aan gehecht opschorsen tot dat één enkele persoon wordt aangeduid als eigenaar van dit aandeel.

ART. 13. — De erfgenamen of schuldeischers van aandeelhouders zullen onder geen voorwendsel de goederen of waarden van de Maatschappij mogen in beslag nemen of er de zegels laten opleggen; zij moeten, om hunne rechten te betrachten, zich schikken naar de voorschriften der standregelen en beraadslagingen van de algemeene vergadering.

HOOFDSTUK IV.

Beheer. — Toezicht.

ART. 14. — De Maatschappij is beheerd door eenen raad van zeven tot achttien leden.

De werking van de Maatschappij wordt nagezien door ten minsten drie kommissarissen. Het getal kommissarissen mag tot zeven gebracht worden.

Het getal der beheerders en kommissarissen zal bepaald worden binnen de grens hierboven aangehaald, door de algemeene vergadering. Beheerders en kommissarissen worden door de algemeene vergadering benoemd en afgesteld. Zij zijn herkiesbaar.

ART. 15. — De overeenkomstig artikel 71 dezer statuten benoemde beheerders en kommissarissen blijven in hun ambt tot na de algemeene vergadering van duizend negenhonderd negen en twintig.

Deze vergadering zal overgaan tot hunne herkiezing of hunne vervanging.

Ieder jaar, te beginnen van dit tijdstip, zullen één of twee beheerders of kommissarissen, uit den beheerraad en uit het kollegie van kommissarissen

treden, zoodat het mandaat van geen enkel lid de zes jaar zal overschrijden.

De eerste uitgangreeds wordt aangeduid door het lot.

In geval één of meer plaatsen van beheerders openvallen, hebben de vereenigde beheerders en kommissarissen het recht daarin voorloopig te voorzien. In dit geval gaat de algemeene vergadering over, bij hare eerste bijeenkomst tot de bepaalde kiezing.

Indien het getal kommissarissen tot op meer dan de helft verminderd is, moet de beheerraad onmiddellijk de algemeene vergadering bijeenroepen om te voorzien in de vervanging der ontbrekende kommissarissen.

De beheerder of de kommissaris benoemd in vervanging van een beheerder of een kommissaris die zijn ambt neerlegt, voleindigt het mandaat van dezen die hij vervangt.

ART. 16. — De beheerders gaan geene persoonlijke verplichting aan betrekkelijk de verbintenissen van de Maatschappij.

De beheerders en de kommissarissen moeten slechts verantwoorden voor de uitvoering van hun mandaat.

Elk beheerder moet bevoorrechte aandeeleu of kapitaalaandeeleu der Vennootschap ten bedrage van een nominaal kapitaal van 25,000 frank bij voorrecht tot waarborg van zijn mandaat aanwenden.

Elk kommissaris moet bevoorrechte aandeeleu of kapitaalaandeeleu ten bedrage van een nominaal kapitaal van 10,000 frank bij voorrecht tot waarborg van zijn mandaat aanwenden.

Melding van deze bijzondere bestemming wordt gedaan door den eigenaar der aandeeleu op het aandeelboek voor de nominatieve aandeeleu. De aandeeleu aan drager worden neergelegd in de kas van de Maatschappij of van een derde persoon aangeduid door de algemeene vergadering.

Bij gemis de hierboven voorgeschreven waarborg geleverd te hebben binnen de maand van zijne benoeming of van de bekendmaking die hem moet gedaan worden, indien zij plaats grijpt binst zijn afwezigheid, zal de beheerder of de kommissaris aanzien worden als ontslaggever en er zal overgegaan worden tot zijne vervanging.

De aandeeleu bestemd als waarborg zijn onvervreemdbaar binst den duur van het ambt van deze voor wiens mandaat zij instaan en zulks tot het oogenblik dat de algemeene vergadering de balans goedgekeurd heeft van het laatste jaar binst hetwelke dit ambt zal uitgevoerd zijn en kwijting gegeven.

ART. 17. — De beheerraad kiest in zijn midden een voorzitter en één of meerdere ondervoorzitters.

In geval van afwezigheid van den voorzitter en van den of de ondervoorzitters, duidt de raad een beheerder aan om de vergadering voor te zitten.

De beheerraad vergadert zoo dikwijls als de belangen van de Maatschappij het vereischen en tenminste eenmaal per maand. Hij moet bijeengeroepen worden telkens dat een der kommissarissen van de Regeering of twee beheerders het vragen.

De bijeenroepingen worden gedaan door den voorzitter, eenen onder-voorzitter of hunnen plaatsvervanger.

De bijeenroepingen, buiten het geval van dringendheid in het proces-verbaal te motiveeren, worden gedaan ten minst acht dagen op voorhand. Zooveel mogelijk, dragen zij het dagorde.

Art. 18. — De beheerraad zal niet geldig kunnen beraadslagen tenzij de meerderheid zijner leden tegenwoordig is.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen. In geval van stemmenstaking geeft de stem van den voorzitter den doorslag.

Art. 19. — De beraadslagingen van den beheerraad zijn bestatigd door processen-verbaal ingeschreven in een bijzonder register gehouden op de zetel van de Maatschappij. De processen-verbaal zijn geteekend door de leden die aan de beraadslagingen deelgenomen hebben.

Indien een van hen weigert of belet is te teekenen, de weigering of de onmogelijkheid wordt aangeteekend achter aan het proces-verbaal, dat alsdan geldig geteekend is door de andere leden.

Wanneer de beheerders verplicht zijn buiten stemming te blijven als hebbende een belang tegen dit van de Maatschappij, van dit feit wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

Er wordt bijzonderlijk rekenschap gegeven in de eerste algemeene vergadering, alvorens alle stemming op andere besluiten, van de verrichtingen in dewelke een der beheerders een belang zou gehad hebben tegenovergesteld aan dit van de Maatschappij.

De afschriften of uittreksels van processen-verbaal worden geteekend door den voorzitter van den beheerraad of zijnen plaatsvervanger.

Art. 20. — De beheerraad vertegenwoordigt de Maatschappij. Hij heeft de uitgestrekste macht, voor het beheer en het bestuur der Maatschappij, binnen de palen van de wet, van de standregelen en van de rechten voorbehouden aan de algemeene vergadering. Hij mag namelijk : aankopen en verkoopen alle goederen, roerend of onroerend, noodig tot de exploitatie der Vennootschap, alle schepen en booten bevrachten, optuigen, in huur geven of nemen alle schepen of booten; kredieten of loopende rekeningen doen openen, alle sommen leenen door middel van leening of opening van krediet of uitgifte van obligatiën binnen de grenzen van artikel 36 hierna, leveren en geven alle waarborg, verpanden en tot dit einde de goederen van de Maatschappij bezwaren, alle effekten, schuldbrieven en akten van voorgeschoten gelden teekenen, alle bewijzen van stortingen en warrants opmaken, onder-teekenen alle effekten, biljetten en wisselbrieven, teekenen alle wisselborgtocht, alle endossement en alle acceptatie, tot dit einde alle kontrakt teekenen, rechtsvervolgingen aangaan zoowel als vrager of als verdediger, instellen van alle scheidsmannen of deskundigen in der minne schikken, zich op scheidsrechters beroepen, aan alle recht verzaken van voorkeur, van hypotheek, van verdeeling, opheffing geven van alle hypotheek-inschrijving vóór of na de betaling, kwijting of bewijs van ontvang geven van ontvan-

gene sommen, alle bewaringen en toevertrouwde gelden afhalen ; de opsomming die voorgaat niet besluitend zijnde.

De rechtsvorderingen, zoo bij den eisch als bij het vervoer, zullen geschieden op aanzoek en vervolging van den voorzitter of zijnen plaatsvervanger.

ART. 21. — De beheerraad mag aanduiden voor een mandaat, bepaald of niet, algemeen of bijzonder, één of verscheidene gemachtigden te nemen in zijn midden of er buiten.

Hij mag buiten den raad één of meer bestuurders en onderbestuurders benoemen.

Hij bepaalt de werkzaamheden en de loonen van deze verscheidene gevolmachtigden alsmede deze der agenten en bedienden van de Maatschappij. Deze loonen zullen kunnen vastgesteld worden namelijk bij middel van trektien of van aandeelen in de winsten in te schrijven als algemeene uitgaven voor het sluiten van de balans.

ART. 22. — De beheerraad mag een gedeelte van zijne macht overlaten aan een bestuursraad waarvan de samenstelling door den algemeenen raad zal bepaald worden.

ART. 23. — Tenzij bijzondere volmacht aan een der leden van den raad of aan het bestuur of aan een derde en onverminderd de macht die zoude gegeven worden voor den dagelijkschen dienst door den beheerraad of door het bestuurskomiteit, de Maatschappij is slechts geldig verbonden door het gemeenschappelijk handteeken van twee beheerders of van een beheerder en een bestuurder of van de personen welke door den beheerraad tot dit einde zouden aangeduid zijn, zonder dat het noodig is rekenschap te geven van bevoegdheid tegenover derden.

ART. 24. — De beheerder of de beheerders die eene bijzondere machtiging hebben en de bestuurders mogen geen belang hebben, ten ware bijzondere overeenkomst van den beheerraad en van de kommissarissen der Regeering, binst gansch den duur van hun ambt, noch in handelszaken gelijkaardig aan deze van de Maatschappij, noch in maatschappijen hebbende hetzelfde voorwerp dan deze laatste of samenhangende voorwerpen.

ART. 25. — De rechten en plichten van den kommissaris of de kommissarissen zijn vastgesteld door artikel 63 van de Belgische wet op de handelsmaatschappijen.

ART. 26. — De beheerders en kommissarissen vereenigd, vormen den algemeenen raad. Deze vergadert zoo dikwijls als een der kommissarissen van de Regeering of de beheerraad het gepast oordeelt.

Hij mag beraadslagen over al de onderwerpen die hem voorgelegd zijn door een der gezegde kommissarissen of door den beheerraad.

HOOFDSTUK V.

Schikkingen van nationaal belang. — Toezicht van de Regeering.

ART. 27. — De Maatschappij, zijnde van nationaal belang, zal in alle omstandigheden aan de produkten voortkomstig van België of bestemd

voor België, eene behandeling verzekeren zoo voordeelig als deze welke zij toestaat, in algemeene of bijzondere voorwaarden, aan vreemde produkten of voortkomstig van den vreemde.

De vreemde passagiers zullen geene voorrang noch welkdanig voordeel hebben op Belgische passagiers.

De Maatschappij zal, in geen enkel geval, van de Belgen overdrevene scheepshuur of onkosten aanvragen.

Zij zal onder alle opzichten en in alle omstandigheden, aan de Belgische havens eene behandeling verzekeren ten minsten zoo gelijkwaardig als deze die zij zal toepassen aan mededingende vreemde havens, in het binnenkomen zoowel als in het uitgaan, namelijk voor hetgene betreft de taks van bevrachting en van de kosten der reizen, alsmede de andere voorwaarden van de vervoerkontrakten, van de chartes-parties en de ladingsbrieven, het getal en de regelmatigheid van vertrek en aankomst, de kosten, de voorwaarden en de snelheid van het schepen en het ontschepen, de beschikbare ruimte in het schip of de boot, de snelheid van overvaart en de inrichtingen.

De Maatschappij zal zooveel mogelijk het aanwerven van Belgische zeelieden bevoordeelen.

Het bouwen en herstellen van het vlottend materieel, alsook de aankoop van al hetgene betreft de bevoorrading van dit materieel zullen geschieden in België en in Belgische huizen, aan gelijke voorwaarden en zooveel als het mogelijk is.

De Maatschappij zal trachten zijne eigen agentiën in den vreemde te hebben en deze zooveel mogelijk aan Belgen toevertrouwen.

ART. 28. — Een Koninklijk besluit zal twee kommissarissen van de Regeering aanduiden, belast met het toezicht van al de verrichtingen van de Maatschappij, van hare handelshuizen en hulphuizen. Zij zullen er de hand aan houden dat de voorschriften van de wet, van deze standregelen, alsook de bepalingen der gebeurlijke overeenkomsten, nagevolgd worden in alle punten; zij zullen er op waken dat de nationale belangen het bestuur bezielen; zij zullen beletten dat maatregelen genomen worden ten nadeele der rechten en der belangen van den Staat.

De kommissarissen der Regeering zullen gezamenlijk of afzonderlijk het recht hebben aan den Staat elke door den Beheerraad genomen beslissing bekend te maken, welke strijdig zou zijn met de bepalingen van 's lands belang der artikelen 27, 52, 54 en 55 welke zij, naar luid van voorgaand lid, moeten vrijwaren. Zij zullen gezamenlijk, doch enkel in dat geval, het recht hebben dergelijke beslissing op te schorsen. De beslissing zal aldus opgeschorst blijven gedurende een tijdsbestek van twee weken ten einde den Staat toe te laten, zoo hij ze insgelijks afkeurt, ze naar de bij artikel 47 hierna voorziene scheidsgerechtelijke uitspraak te verwijzen.

ART. 29. — De kommissarissen van de Regeering zullen het recht hebben ten allen tijde kennis te nemen zonder verplaatsing, van de dokumenten, boeken, briefwisseling, processen-verbaal en in het algemeen van al de

geschriften van de Maatschappij, alsook van hare handelshuizen, en er doen kopij van nemen ten koste van den Staat.

Zij zullen mogen kennis nemen van al de verrichtingen van de Maatschappij en zich alle noodige inlichtingen doen geven; zij zullen altijd toegang hebben tot de bureelen, brandkasten en bewaarplaatsen van de Maatschappij alsook in alle eigendommen, roerend en onroerend, van de Maatschappij; zij zullen mogen aan boord blijven gedurende de reis van ieder schip of boot van de Maatschappij en daarvoor een afgevaardigde aanduiden; zij zullen mogen deel nemen aan alle bijeenkomsten der algemeene vergaderingen van aandeelhouders of obligatiehouders, alsmede aan deze van den beheerraad en den algemeenen raad en zullen er raadgevende stem hebben. Zij zullen opgeroepen worden met mededeeling van de dagorde tot alle vergaderingen te gelijkertijd als de leden van deze laatste, doch zonder dat hunne afwezigheid in iets den regelmatigen gang van de zaken der Maatschappij moge verhinderen.

ART. 30. — Afschaft.

ART. 31. — De wedde van de kommissarissen van de Regeering is ten laste van de Maatschappij.

ART. 32. — De Maatschappij zal verplicht zijn :

1^o Te gebruiken ten minsten de twee derden van de totale inhoudsgrootte van zijne vloot om regelmatige scheepvaartlijnen te bedienen, uitgezonderd in bijzondere gevallen en mits de overeenstemming van de kommissarissen van de Regeering.

De stichting en gevallijk de afschaffing van regelmatige lijnen zullen beslist worden overeenkomstig met de kommissarissen van de Regeering;

2^o De duurzaamheid van gezegde lijnen te verzekeren, alsmede de regelmatigheid der aankomsten en der vertrekken in de Belgische en vreemde havens, volgens wegwijzer te bepalen met de overeenkomst van de kommissarissen van de Regeering;

3^o Toe te staan vijftig per honderd vermindering aan de Staatsagenten en aan de personen door den Staat in zending gezonden, het getal dezer passagiers niet mogende de twee per schip en per overtocht te boven gaan;

4^o Te verleen en vijftig per honderd vermindering aan het vervoer der stalen van den handel en van de nijverheid van België ten beloope van een duizendste ten hoogste van de tonnen inhoudsruimte per schip en per reis;

5^o Te behouden de algeheelheid van zijne vloot in volmaakt staat van vernieuwing en onderhoud en zich waarborgen tegen alle risico bij middel van verzekeringen of door een bijzonder voorbehoudingsfonds.

ART. 33. — Het is de Maatschappij verboden, mits toelating van de kommissarissen der Regeering, subsidies van vreemde Staten te ontvangen of aan hen schepen te geven ter bevrachting op tijd.

ART. 34. — De Maatschappij zal zich onthouden de nationaliteiten te veranderen van zijne schepen en booten of deze te laten varen onder

vreemde vlag, uitgezonderd voor de tijdelijke of bijzondere noodigheden van zijne uitbating en mits de toelating van de kommissarissen van de Regeering.

ART. 35. — Op voorwaarde het grondbeginsel van artikel 4, littera C, te eerbiedigen en mits de toelating van de kommissarissen der Regeering, mag de Maatschappij zijn kapitaal bezetten in andere maatschappijen, kontrakten aangaan van deelneming in andere maatschappijen of firmas of ze opsorpen en deelnemen in syndikaten.

HOOFDSTUK VI.

Obligatiën. — Leeningen.

ART. 36. — De Vennootschap mag pandobligatiën of andere obligatiën uitgeven.

De beheerraad zal te allen tijde en van nu af het recht hebben pandobligatiën of andere obligatiën uit te geven voor een nominaal bedrag gelijk aan de helft van het maatschappelijk kapitaal. Hij bepaalt het uitgiftecijfer, het type en het bedrag der interesten, de wijze en het tijdstip der terugbetalingen, alsmede alle andere voorwaarden der uitgiften van obligatiën.

ART. 37. — De Maatschappij mag ten allen tijde zijne schepen en booten verpanden.

ART. 38 en 39. — Afschaft.

ART. 40. — De last der interesten en der aflossing van de obligatiën 4 t. h., reeks A, en 6 t. h., reeks B, welke de Vennootschap uitgegeven had krachtens de besluit-wet van 19 Juli 1916, overeenkomstig de Koninklijke besluiten van 30 December 1917 en 26 April 1921, en die op 1 Januari 1923 nog in omloop waren, wordt, te rekenen van den verval dag van 1 Juli 1923, geheel door den Belgischen Staat op zich genomen, zonder dat de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » zelfs voor de betaling van de cedulaire belasting in dien last ooit behoefte tusschen te komen.

De obligatiën waarvan de Belgische Staat aldus den last voorgoed op zich neemt zijn ten getale en ten kapitale van :

A. — Uitgifte gedaan overeenkomstig het Koninklijk besluit van 30 December 1917 :

23,914 obligatiën 4 t. h., reeks A, van 1,000 frank, . . . fr. 23,914,000

B. — Uitgifte gedaan overeenkomstig het Koninklijk besluit van 26 April 1921 :

74,274 obligatiën 6 t. h., reeks B, van 1,000 frank, . . . fr. 74,274,000

De houders van obligatiën 4 t. h., reeks A, blijven onderworpen aan de cedulaire belastingen van 10 t. h., later tot 12 t. h. opgevoerd ; de houders van obligatiën 6 t. h., reeks B, zullen hunne interesten vrij van elke belasting opstrijken.

ART. 41 tot 45. — Afschaft.

ART. 46. — Zijn toepasselijk de schikkingen van de artikelen 82 en volgende van de wet op de Maatschappijen aangaande de uitgave van de obligatiën, de vergadering van obligatiebezitters en de rechten van deze laatsten.

De formaliteiten opgegeven in artikel 54 der tegenwoordige standregelen moeten insgelijks nageleefd worden voor de vergaderingen van obligatiebezitters.

HOOFDSTUK VII.

Betwistingen. — Scheidsraad.

ART. 47. — In de gevallen van betwisting tusschen den Staat en de Maatschappij ten opzichte van hunne respectieve rechten en de uitvoering of de uitlegging der standregelen, alsmede de overeenkomsten te treffen, zal het geschil opgelost worden zonder beroep door drie scheidsrechters van Belgische nationaliteit, waarvan de eene aan te duiden door den Staat, de tweede door de Maatschappij en de derde door de twee eerste scheidsrechters of bij gemis aan overeenkomst van deze laatsten over deze aanduiding, door den eersten President van het Verbrekingshof van België of zijn plaatsvervanger.

Bij gebrek van één der partijen zijn scheidsrechter aan te duiden binnen de acht dagen, te beginnen van den oproep die hem door de andere partij zou zijn toegestuurd, zal er voorzien worden in deze aanduiding zooals gezegd hierboven voor het geval van aanduiding van den derden scheidsrechter bij gemis aan overeenkomst der twee eersten.

De scheidsrechters zullen in kennis gesteld worden van de geschillen zooals zij aangeduid zijn in de ten gevolge van het compromis opgestelde besluiten; zij zullen ontslagen zijn van alle rechterlijke formaliteit.

ART. 48 en 49. — Afschaft.

HOOFDSTUK VIII.

Algemeene vergaderingen.

ART. 50. — De algemeene vergadering, regelmatig samengesteld, vertegenwoordigt de algemeenheid der aandeelhebbers.

ART. 51. — De gewone algemeene vergadering komt jaarlijks te zamen den derden Woensdag der maand Mei of den volgenden dag, indien het een feestdag is, om 11 ure 's morgens, en voor de eerste maal in 1918, in den maatschappelijken zetel.

Buitengewone algemeene vergaderingen mogen opgeroepen worden door den beheerraad of het kollegie van kommissarissen. De oproep is verplichtend wanneer hij gevraagd is door aandeelhebbers bezittende het vijfde van het maatschappelijk kapitaal.

ART. 52. — Onverminderd de andere schikkingen der standregelen, zullen de beraadslagingen genomen worden volgens de gewone voorschriften voor de beraadslagende vergaderingen.

ART. 53. — Een afwezige aandeelhebber zal mogen volmacht geven om zich te laten vertegenwoordigen aan eene algemeene vergadering, doch slechts aan een anderen aandeelhebber, lid der vergadering.

De vorm van de volmacht zal bepaald worden door den beheerraad.

ART. 54. — Om de algemeene vergadering te mogen bijwonen, moeten de aandeelhebbers, bezitters van nominatieve aandeele, aan den beheerraad hun inzicht laten kennen de vergaderingen bij te wonen, en de aandeelhebbers, bezitters van aandeele aan toonder, zullen moeten door middel van een nominatief getuigschrift dat aanduidt dat zij er werkelijk eigenaars van zijn, de bewaargeving bewijzen van hunne aandeele in den maatschappelijken zetel of bij de personen of in de instellingen in de oproepsberichten aan te duiden. De kennisgevingen moeten gedaan worden minstens zes dagen vóór de vergadering, ten ware een korter tijdverloop vastgesteld worde door den beheerraad in de oproepsberichten.

De volmachten zullen moeten nedergelgd worden in dezelfde voorwaarden.

ART. 55. — De oproepen voor alle algemeene vergadering zullen gedaan worden volgens de voorschriften van artikel 73, alineas 3, 4 en 5 van de Belgische wet op de maatschappijen.

ART. 56. — De algemeene vergadering wordt voorgezeten door den voorzitter des beheerraads en in zijne afwezigheid door een der beheerders aan te duiden door den beheerraad.

Het ambt van sekretaris zal vervuld worden door een sekretaris aan te duiden door den voorzitter.

De algemeene vergadering dui lt twee aandeelhebbers aan om het ambt van onderzoekers te vervullen. De tegenwoordige leden des beheerraads of van het kollegie der kommissarissen maken deel uit van het bureel.

De afschriften en uittreksels worden geteekend door den voorzitter der vergadering of bij belet door twee leden van het bureel.

ART. 57. — De vergadering beraadslaagt en beslist nopens alle voorstellen door den raad van beheer of van de kommissarissen gedaan binnen de palen van de dagorde.

Geen voorstel door de aandeelhebbers gedaan, zal aan de beraadslaging onderworpen worden, tenzij het geteekend is door aandeelhebbers vertegenwoordigende het vijfde deel van het maatschappelijk kapitaal en aan den beheerraad ten gepasten tijde medegedeeld om in de oproepsberichten ingelascht te worden.

ART. 58. — De stemming grijpt plaats, welk ook het getal vertegenwoordigde aandeele weze, met de meerderheid van stemmen.

Ieder aandeel geeft recht aan eene stem.

ART. 59. — Alle benoemingen of afzettingen grijpen plaats bij geheime stemming indien een aandeelhouder het vraagt.

Wat betreft de benoemingen, indien de meerderheid niet behaald wordt bij de eerste stemming, wordt er eene balloteering gedaan tusschen de twee kandidaten die het meeste stemmen bekomen hebben en, in geval van gelijkheid van stemmen, deze die eigenaar is van het grootste getal aandeele, wordt gekozen verklaard. Indien het getal aandeele gelijk is, de oudste is gekozen.

Voor alle andere beraadslagingen, is de geheime stemming slechts verplichtend wanneer zij aangevraagd is door vijf aandeelhebbers.

ART. 60. — Voor de veranderingen aan de standregelen, zal er rekening gehouden worden van de voorschriften van artikel 70 van de Belgische wet op de maatschappijen.

ART. 61. — De maatschappijen, de openbare instellingen en de onbekwamen zullen vertegenwoordigd zijn door hunne wettige vertegenwoordigers. In geval van vruchtgebruik, behoort het stemrecht toe aan den blooten eigendom; in geval van onderpand, behoort het recht aan den schuldenaar-pandnemer.

HOOFDSTUK IX.

Inventarissen. — Balans.

ART. 62. — Het maatschappelijk jaar eindigt den een en dertigsten December van ieder jaar en voor de eerste maal den een en dertigsten December duizend negen honderd en zeventien. Op dezen datum maakt de beheerraad den inventaris op en maakt de balans en de rekening van winsten en verliezen van de Maatschappij.

ART. 63. — Afschaft.

ART. 64. — De zuivere winsten overblijvende, na aftrek van al de maatschappelijke lasten erin begrepen deze betreffende de obligatiën, alsook van de aflossingen noodig geoordeeld door den beheerraad, worden verdeeld als volgt :

1^o 5 t. h. aan de wettelijke reserve totdat deze 10 t. h. van het maatschappelijk kapitaal bereikt hebbe;

2^o De som noodig tot het toekennen aan de bevoorrechte aandeelen reeksen A en B, en zonder onderscheid daaronder, van een eerste dividend van ten hoogste 6 t. h. van het op deze aandeelen gestort kapitaal;

3^o Op het gebeurlijk overschot, zal aan de kapitaalaandeelen, reeksen A en B, en zonder onderscheid daaronder, een eerste dividend toegekend worden van hoogstens 5 t. h. van het op deze aandeelen gestort kapitaal;

4^o 10 t. h. van de rest worden toegekend aan de beheerders en commissarissen om onder hen volgens beslissing van den algemeenen raad omgedeeld te worden:

5^o Het eindsaldo, na de voorgaande voorafnemingen, zal als volgt omgedeeld worden :

a) 25 t. h. om, door loting, de bevoorrechte aandeelen, reeks A, tegen pari af te lossen, en na volledige aflossing derzelve, de kapitaalaandeelen, reeks A.

De in uitvoering van deze paragraaf afgeloste aandeelen zullen definitief ongeldig gemaakt worden en het maatschappelijk kapitaal zal met een overeenstemmend bedrag verminderd worden;

b) 25 t. h. aan de gewone aandeelen zonder waardevermelding;

c) Ten ware de algemeene vergadering daarover anders beslisse, 50 t. h. om te deelen onder al de op dat oogenblik bestaande aandeele, met dien verstande dat elk der gewone aandeele zonder waardevermelding recht zal hebben op het dubbel van het aan elk der andere aandeele toegekend superdividend.

Na algeheele aflossing der bevoorrechte aandeele, reeks A, en der kapitaal-aandeele, reeks A, zal hiervóór aangeduide omdeeling van het eind-saldo gewijzigd worden als volgt :

a) 25 t. h. aan de gewone aandeele zonder waardevermelding ;

b) 75 t. h. om te deelen onder al de bestaande aandeele, met dien verstande dat elk der gewone aandeele recht zal hebben op het dubbel van het aan elk der andere aandeele toegekend superdividend.

Het tijdstip van uitbetaling der dividenden wordt door den beheerraad vastgesteld.

ART. 65. — De winstaandeele niet uitbetaald gedurende de vijf jaren van hunne eischbaarheid blijven den eigendom van de Maatschappij.

HOOFDSTUK X.

Ontbinding. — Likwidatie.

ART. 66. — Overeenkomstig de schikkingen van artikel 5, de ontbinding van de Maatschappij vóór het einde van den vastgestelden tijd, zal niet mogen uitgesproken worden dan door eene buitengewone algemeene vergadering in de vormen en onder de voorwaarden vereischt voor de veranderingen aan de statuten.

Deze beslissing zal moeten goedgekeurd worden door Koninklijk besluit.

ART. 67. — De algemeene vergadering zal de wijze van likwidatie bepalen en zal de likwidateurs benoemen bij enkele meerderheid van stemmen.

De kommissarissen van de Regeering zullen hunnemacht blijven uitoefenen gedurende de likwidatie.

ART. 67bis. — In geval van ontbinding der Vennootschap om welke reden ook, zal, na betaling van al de schulden der Vennootschap, het saldo van het maatschappelijk vermogen achtereenvolgens dienen tot :

1^o De terugbetaling tegen pari van de bevoorrechte aandeele zonder onderscheid tusschen deze der reeksen A en B.

2^o De terugbetaling tegen pari van de kapitaal-aandeele zonder onderscheid tusschen de reeksen A en B.

Het saldo zal verdeeld worden op voet van 50 t. h. aan de gewone aandeele, 50 t. h. gelijkelijk om te deelen tusschen de nog bestaande kapitaal-aandeele en bevoorrechte aandeele, zonder onderscheid van reeksen.

Bijzondere schikkingen.

ART. 68. — Iedere aandeelhebber, beheerder en kommissaris moet verblijf kiezen te Antwerpen ; bij gemis daaraan, zal hij aanzien worden verblijf

gekozen te hebben in de greffie van de Handelsrechtbank te Antwerpen.

Al de aanzeggingen en bekendmakingen aan eenen aandeelhouder op verzoek van de Maatschappij zijn geldig gedaan in het gekozene verblijf.

ART. 69. — Ten ware tegenover gestelde schikking in de standregelen, zullen deze slechts mogen veranderd worden met goedkeuring door Koninklijk besluit.

ART. 70. — Afschaft.

ART. 71. — Onmiddellijk na deze wijzigingen in de statuten van de Maatschappij, zal er eene buitengewone algemeene vergadering plaats grijpen van de aandeelhouders die voor de eerste maal zal vaststellen het getal beheerders en kommissarissen, zal overgaan tot hunne benoeming en zal beslissen op alle andere voorwerpen die zij zal nuttig oordeelen om op de dagorde van deze vergadering gebracht te worden.

De comparanten zullen het ambt van onderzoekers vervullen en de oudste van hen zal het ambt van voorzitter waarnemen.



(26)

ANNEXE AU N° 339.

BIJLAGE VAN N° 339.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention conclue entre l'État belge, la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » et divers créanciers de celle-ci.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et de l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

ARTICLE PREMIER.

Est approuvée la Convention conclue le 11 juin 1923 entre :

- 1° L'Etat belge ;
- 2° La Société Générale de Belgique, à Bruxelles ;
La Banque d'Anvers, à Anvers ;

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst aangegaan tusschen den Belgischen Staat, de naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » en verscheidene schuldeischers van deze.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen en volgens advies van Onzen Ministerraad ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, bij de Wetgevende Kamers worden ingediend.

ARTIKEL EÉN.

Wordt goedgekeurd de Overeenkomst aangegaan den 11 Juni 1923 tusschen :

- 1° den Belgischen Staat ;
- 2° de « Société Générale de Belgique », te Brussel ;
de « Banque d'Anvers », te Antwerpen ;

- La Banque Italo-Belge, à Anvers ;
 Le Crédit Mobilier de Belgique, à Anvers ;
 La Banque Nationale de Crédit, à Paris ;
 La Banque de l'Union Parisienne, à Paris ;
 La Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, à Paris ;
 La Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, à Paris, et la Banque Transatlantique, à Paris ;
 3° La Compagnie Générale Anversoise à Anvers ;
 M. Arthur-François Brys, armateur à Anvers ;
 M. Henri-Martin Gylsen, armateur à Anvers, et M. Hector Carlier, banquier à Anvers ;
 4° La Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers ;

ayant pour but la transformation de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers.

ART. 2.

Sont approuvés les statuts modifiés de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge », à Anvers, tels qu'ils sont annexés à la présente loi.

ART. 3.

L'État prend à sa charge le service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » non amorties par les tirages au sort à la

- de « Banque Italo-Belge », te Antwerpen ;
 de « Crédit Mobilier de Belgique », te Antwerpen ;
 de « Banque Nationale de Crédit », te Parijs ;
 de « Banque de l'Union Parisienne », te Parijs ;
 de « Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France », te Parijs ;
 de « Banque Nationale Française du Commerce Extérieur », te Parijs, en de « Banque Transatlantique », te Parijs ;
 3° de « Compagnie Générale Anversoise », te Antwerpen ;
 den heer Arthur-François Brys, reeder, te Antwerpen ;
 den heer Henri-Martin Gylsen, reeder, te Antwerpen, en den heer Hector Carlier, bankier, te Antwerpen ;
 4° de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen ;
 tot hervorming der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen.

ART. 2.

Worden goedgekeurd de gewijzigde statuten der Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge », te Antwerpen, zooals zij bij deze wet gevoegd zijn.

ART. 3.

De Staat neemt te zijnen laste den dienst der interesten en der aflossing van de door de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » uitgegeven en op 1 Januari 1923

date du 1^{er} janvier 1923, et assume entièrement ce service à partir de l'échéance du 1^{er} juillet 1923.

Les obligations dont l'État belge assume définitivement la charge sont au nombre et au capital de :

A. Emission approuvée par arrêté royal du 30 décembre 1917 :

23,914 obligations de 1,000 francs, série A, à 4 p. c. . . fr. 23,914,000

B. Emission approuvée par arrêté royal du 26 avril 1921 :

74,274 obligations de 1,000 francs, série B, à 6 p. c. . . fr. 74,274,000

Ces obligations seront vérifiées et estampillées par le Ministère des Finances ; l'amortissement de ces titres sera effectué conformément aux tableaux d'amortissement annexés aux arrêtés royaux du 30 décembre 1917 et du 26 avril 1921.

Les porteurs des obligations série A, à 4 p. c. continueront à être soumis à l'impôt cédulaire sur les revenus de 10 p. c., établi par les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, et porté à 12 p. c. par la loi du 28 mars 1923 ; les obligations série B, à 6 p. c., sont nettes d'impôts.

ART. 4.

Pour assurer l'exécution de la Convention du 11 juin 1923, il est ouvert au Ministère des Finances :

1^o Un crédit de cinq millions quatre cent trente-neuf mille quatre cent quarante francs (fr. 5,439,440) à rattacher au budget des Dépenses

niet door loting afgeloste obligatiën en neemt dezen dienst gansch op zich te rekenen van den vervaldag van 1 Juli 1923.

De obligatiën waarvan de Belgische Staat den last voorgoed op zich neemt, zijn ten getale en ten kapitale van :

A. Uitgifte goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 30 December 1917 :

23,914 obligatiën van 1,000 fr., reeks A, tegen 4 t. h., fr. 23,914,000.

B. Uitgifte goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 26 April 1921 :

74,274 obligatiën van 1,000 fr., reeks B, tegen 6 t. h., fr. 74,274,000.

Deze obligatiën zullen door het Ministerie van Financiën nagezien en afgestempeld worden ; de aflossing dezer titels zal geschieden overeenkomstig de bij de Koninklijke besluiten van 30 December 1917 en van 26 April 1921 gevoegde tabellen van aflossing.

De houders der obligatiën, reeks A, tegen 4 t. h., blijven onderworpen aan de cédulaire belasting op de inkomsten van 10 t. h. gevestigd bij de geordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, en bij de wet van 28 Maart 1923 tot 12 t. h. opgevoerd ; de obligatiën, reeks B, tegen 6 t. h., zijn belastingvrij.

ART. 4.

Aan het Ministerie van Financiën wordt, ter uitvoering der Overeenkomst van 11 Juni 1923, geopend :

1^o een crediet van vijf miljoen vierhonderd negen en dertig duizend vierhonderd veertig frank (fr. 5,439,440) te verbinden aan de

ordinaires de la Dette publique pour l'exercice 1922, sous la rubrique :

ART. 16bis. — Service des intérêts des obligations à 4 p. c. et à 6 p. c. émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » et dont la charge est reprise par l'État belge.

2° Un crédit de six millions onze mille huit cent soixante francs (fr. 6,011,860) à rattacher au même budget pour l'exercice 1923, sous la rubrique :

ART. 18bis. — Service des intérêts et de l'amortissement des obligations à 4 p. c. et à 6 p. c. émises par la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » et dont la charge est reprise par l'État belge.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1923.

Begroting van de gewone uitgaven der Openbare Schuld over het dienstjaar 1922, onder de rubriek :

ART. 16bis. — Dienst der interesten van obligatiën 4 t. h. en 6 t. h. uitgegeven door de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » en waarvan de last door den Belgischen Staat overgenomen wordt.

2° Een crediet van zes miljoen elf duizendachthonderd zestig frank (6,011,860 fr.), aan dezelfde Begroting over het dienstjaar 1923 te verbinden onder de rubriek :

ART. 18bis. — Dienst der interesten en der aflossing van de obligatiën 4 t. h. en 6 t. h. uitgegeven door de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge » en waarvan de last door den Belgischen Staat overgenomen wordt.

Gegeven te Brussel, den 12 Juni 1923.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,

*De Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen en Telegrafen,*

XAVIER NEUJEAN.